



**HAL**  
open science

# LE PAPIER MONNAIE DE PETITES DÉNOMINATIONS EMIS PAR LES PROVINCES ARGENTINES ENTRE 1890 ET 2003

Bruno Théret

► **To cite this version:**

Bruno Théret. LE PAPIER MONNAIE DE PETITES DÉNOMINATIONS EMIS PAR LES PROVINCES ARGENTINES ENTRE 1890 ET 2003. Journée d'études du CETHIS De la drachme au bitcoin. La monnaie, une invention en perpétuel renouvellement, 20 èmes Rendez-vous de l'histoire, Oct 2017, Blois, France. hal-03506494

**HAL Id: hal-03506494**

**<https://hal.science/hal-03506494>**

Submitted on 2 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# LE PAPIER MONNAIE DE PETITES DÉNOMINATIONS EMIS PAR LES PROVINCES ARGENTINES ENTRE 1890 ET 2003

Bruno Théret<sup>1</sup>

CNRS-IRISSO, université Paris Dauphine, PSL

Actes de la Journée d'études du CETHIS *De la drachme au bitcoin. La monnaie, une invention en perpétuel renouvellement*, 20<sup>èmes</sup> Rendez-vous de l'histoire, Blois, 6 octobre 2017

(version étendue de l'article à paraître dans *Dialogues d'histoire ancienne*, révisée le 16/11/2018)

En Argentine, depuis l'indépendance du pays, y-compris après que sa structure fédérale se soit stabilisée et qu'un régime monétaire centralisé y ait été institué, un nombre conséquent de Provinces<sup>2</sup> ont émis des monnaies fiscales sous forme de billets de petites dénominations. L'objet de cet article est de sortir de l'oubli et de décrire ce phénomène monétaire « hors normes » qui, malgré sa récurrence jusqu'à nos jours, son importance historique, son impact économique, et ses possibles enseignements pour le futur de l'union européenne et de la zone euro, n'a fait jusqu'à ce jour que très rarement l'objet de recherches tant en histoire qu'en économie. Dans cette perspective, après avoir analysé dans une première partie les caractéristiques générales des monnaies fiscales émises par des pouvoirs publics locaux et les problèmes posés par le désintérêt des sciences sociales à leur égard, on décrira dans une deuxième partie les quatre vagues d'émission par les Provinces argentines de ce type de monnaie qui montrent l'importance et la tendance à la réémergence du phénomène. Dans une troisième partie on s'attachera à analyser la diversité du phénomène, à saisir la variété des types de monnaies qui sont inventées, et à examiner les liens qui peuvent exister entre les formes de monnayage choisies et les succès ou échecs des dispositifs, saisis à travers leurs capacités ou incapacités à se maintenir en tant que monnaies complémentaires à la monnaie fédérale de cours légal.

---

<sup>1</sup> L'auteur remercie Akinobu Kuroda (Université de Tokyo) pour ses invitations à participer à la série de programmes internationaux sur la complémentarité entre monnaies qu'il a impulsé (2009-2013) et dans le cadre desquels la recherche dont cet article est issu a été développée. Il remercie également Miguel Zanabria (Université nationale de Quilmes), José A. Sbatella (Université nationale de La Plata) et Alexandre Roig (Conicet et Université nationale de San Martin) de l'avoir introduit physiquement et intellectuellement en 2001 dans l'univers argentin des monnaies territoriales provinciales ainsi que pour leurs collaborations précieuses entre 2001 et 2009. Enfin ses remerciements vont à Guillermo Perez Sosto (Chaire UNESCO sur les manifestations actuelles de la protection sociale (Institut di Tella et universidad San Martin) pour son aide précieuse dans l'organisation des enquêtes de terrain.

<sup>2</sup> Tout au long de ce texte on écrira respectivement Province, avec une majuscule, pour désigner un gouvernement provincial, et province quand il s'agit de la région géographique.

# 1. Caractéristiques générales des monnaies fiscales locales et problèmes posés par le désintérêt des sciences sociales à leur égard

## 1.1. Des monnaies de crédit fiscal de petites dénominations, aux appellations variées et complémentaires à la monnaie nationale-fédérale de cours légal

Par monnaie fiscale, nous entendons un ensemble de moyens de paiement émis par un Trésor public et qui, après être entrés dans le circuit économique via les dépenses de l'Etat dont ce Trésor est le banquier, en ressortent par le canal des prélèvements fiscaux et autres recettes publiques. Ces instruments de paiement peuvent alors être détruits ou réinjectés dans la circulation en fonction des besoins des politiques publiques et de la nécessité pour les gouvernements émetteurs de garantir leur valeur nominale ; c'est là en effet une condition pour qu'ils soient bien acceptés par le « public » et donc pour qu'ils puissent servir en permanence à la fois d'instruments de trésorerie et de stimulation tant de la demande privée que de la production de services publics que ces gouvernements ont pour mission d'assurer.

Ces monnaies, lorsqu'elles sont émises par des puissances publiques locales dotées d'un pouvoir fiscal, portent des noms variés qui signalent leur adossement à une trésorerie publique et à la fiscalité en les distinguant d'autres types de monnaies locales. Aux USA entre 1930 et 1935 où elles ont été émises par des municipalités importantes, elles étaient généralement intitulées *tax anticipation* (ou *redemption*) *notes* ou *tax anticipatory scrips*<sup>3</sup>. En Argentine, elles sont qualifiées par les économistes et les journalistes du terme générique de *cuasimonedas*, terme repris par le FMI. Mais selon les provinces, elles portent des appellations variées qui renvoient parfois à des différences de caractéristiques. Au tournant du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècle, ces quasi-monnaies portaient les titres soit de *billete* ou *letra*, (ou encore *obligacion*) *de tesoreria*, soit de *titulo de credito interno* ou encore de *bono de fomento*. Dans les années 1980 et 1990, on trouve plutôt les dénominations de *bono ou certificado de cancelacion de deuda* ou de *obligaciones*, de *titulo publico* - ou *certificado de credito fiscal* ou de *deuda - al portador*, et *letras de cancelacion de obligaciones*. L'appellation *letras de tesoreria* est aussi encore utilisée mais conjointement à un nom propre, tel le *patacon* de Buenos Aires, le *federal* de l'Entre Rios, ou encore le *petrom* de Mendoza.

Du fait que ces monnaies sont émises sur la base d'anticipations de recettes fiscales à venir, elles peuvent, pour être légitimes et être acceptées à la parité avec la monnaie de compte

---

<sup>3</sup> Le terme de *scrip* est aussi utilisé pour désigner un autre type de monnaie émis par certaines municipalités et comtés étatsuniens dans ces années, les *stamp scrips*. Ces monnaies estampillées, expérimentées en Allemagne et en Autriche dans la même période, perdaient progressivement leur valeur conformément à une idée développée par Silvio Gesell et reprise aux Etats Unis par Irving Fisher.

officielle, ne pas avoir cours légal, mais simplement cours fiscal. Elles se prêtent bien ainsi au jeu politique et monétaire complexe qui caractérise les Fédérations ou les Unions d'Etats. En effet ces instruments de « crédit fiscal » sont souvent émis dans le cadre d'ordres politiques fédéraux par des pouvoirs publics régionaux qui partagent avec l'Etat fédéral les droits de souveraineté (les compétences politiques) ; à l'Etat fédéral les missions d'assurer l'unité et la défense de la fédération, aux entités fédérées la souveraineté en matière de services publics et sociaux (éducation, santé, sécurité, etc.).

Ainsi les monnaies fiscales provinciales argentines auxquelles nous nous attachons ici doivent-elles être vues comme des monnaies locales complémentaires à la monnaie fédérale, laquelle fixe l'unité de compte dans laquelle les monnaies provinciales sont dénommées et référencées<sup>4</sup>. Elles n'ont pas vocation à se substituer à la monnaie fédérale, mais à la compléter quand les règles et contraintes nationales et internationales qui régissent son administration rendent celle-ci inefficace pour remplir les fonctions économiques et sociales attendues d'une « monnaie courante » dans les espaces régionaux de la vie quotidienne des populations que les Provinces ont pour charge d'administrer<sup>5</sup>.

Les monnaies fiscales provinciales comblent donc un manque qui peut ne pas être simplement conjoncturel, un fait de crise, mais d'ordre structurel, notamment dans les arrangements constitutionnels fédératifs où les intérêts et les besoins de certaines provinces ne sont pas institutionnellement pris en considération à leur juste valeur dans le jeu politique complexe de la distribution-redistribution des ressources fisco-financières. Pour que cette complémentarité ne dérive pas en concurrence, pour que n'émerge pas un risque de fragmentation de l'ordre politique, les monnaies provinciales, en dépit du fait que l'espace où elles ont vocation à circuler est restreint, doivent alors être reconnues comme aussi « bonnes » que la monnaie fédérale ; elles doivent circuler à la parité avec celle-ci, ce qui implique une construction politique et éthique de la confiance dans ces monnaies qui mobilise le soutien du « public » et une bonne administration de leur convertibilité (Théret et Zanabria 2007, Théret 2018a).

Une autre caractéristique cruciale des monnaies fiscales locales (provinciales mais aussi municipales comme dans le cas des Etats-Unis dans les années 1930) est qu'elles prennent la forme de billets de petites dénominations – de « papier monnaie fractionnaire » (Carothers 1930) - servant principalement à payer des salaires, des prestations sociales et des consommations des administrations publiques auprès de fournisseurs locaux ; par-là elles financent la consommation privée de biens et services courants et donc l'économie locale.

---

<sup>4</sup> Dit autrement, les monnaies provinciales sont des unités de paiement alors que la monnaie fédérale est l'unité de compte qui donne *in fine* sa valeur aux unités de paiement. Sur la distinction entre unité de compte et unité de paiement, cf. Sgard (2007) et Théret (2007 et 2008).

<sup>5</sup> Sur la notion de complémentarité, cf. Kuroda 2008a et 2008b.



Dans le cas argentin, ces petites dénominations ont été de 5, 10, 20, ou 50 centimes (*centavos*) jusqu'à, exceptionnellement, 100 pesos, en passant par des coupures de 1, 2, 5, 10, 20 et 50 pesos, le *peso* étant la monnaie fédérale de cours légal portant l'unité de compte. Dans la crise hyper-inflationniste de la fin des années 1980, alors que la monnaie de cours légal s'appelait *austral* et que son pouvoir d'achat s'effondrait, ces « petites » dénominations s'évaluaient de 100 à 50 000 australes afin de rester à parité avec la monnaie fédérale<sup>6</sup>.

Les billets provinciaux sont des monnaies de consommation à l'échelle de la province ; étant marqués territorialement et ne pouvant donc que difficilement circuler hors de leur province d'origine, ils ont vocation à susciter une demande régionale et, par-là, à être un facteur de redynamisation de l'économie provinciale. S'agissant d'instruments de paiement circulant plus rapidement que la monnaie fédérale et de durée de vie limitée, soit parce que cette durée est instituée ou du fait de l'usure des billets, ils n'ont pas vocation à être épargnés ou investis. Ils ne concurrencent donc pas non plus la monnaie fédérale sur ce point. Enfin leurs émissions ne sont pas inflationnistes, car s'ils sont émis en excès, cela entraîne la perte de leur valeur par rapport à la monnaie fédérale sur les marchés et non pas une hausse des prix des biens (Greco 2001, p. 81).

Bien que ce « papier monnaie fractionnaire » émis par des états fédérés (ou des colonies) à divers moments historiques et dans diverses Fédérations (ou Empires) n'ait pas plus suscité l'attention des historiens que celle des économistes, trois cas à ce jour, pour ce qui concerne le monde occidental, ont pu néanmoins grâce aux travaux de numismates être relativement bien documentés. Le premier est celui des États-Unis pendant les périodes coloniale et postcoloniale d'avant la Convention de Philadelphie (Carothers 1930, Lester 1939, Ferguson 1956, Schweitzer 1989, et surtout plus récemment Grubb 2003, 2005 et 2012). Le second est encore celui des États-Unis mais cette fois pendant la crise des années 1930 (Weishaar & Parish, 1933, Mitchell & Shafer, 1984, Elvins 2010, Gatch 2012)<sup>7</sup>. Le dernier est celui de l'Argentine pendant la crise de convertibilité du peso dollarisé de 2001 à 2003 (Schvarzer et Finkelstein 2003, Argañaraz et al. 2003, Chelala 2003 et 2014, Licari *et alii* s. d., DNCFP 2003, Feliz 2004, Sbatella 2004, Colliac 2005, Douthwaite 2005, Théret et Zanabria 2007,

---

<sup>6</sup> Cela dit, diverses Provinces comme Tucuman en 1965 et 1966, années où l'émission de quasi-monnaies fiscales n'était pas envisageable par les gouvernements provinciaux, ont parfois aussi émis des bons de plus grande dénomination - 200, 500, voire 1000 pesos sous le nom de *certificados de cancelacion de deudas* (terme aussi utilisé pour les petites coupures) et sous la forme de titres au porteur mais personnalisés au revers et destinés à circuler par endossement. Cf. <http://www.numismondo.net/pm/arg/indexS2701.htm>

<sup>7</sup> Notons à ce propos l'erreur courante qui consiste à considérer comme monétaire la pratique sporadique encore actuelle aux États-Unis dans certains États fédérés comme la Californie, d'émettre des reconnaissances de dette à court terme de type *IOWs* pour financer un déficit de trésorerie. Ces *IOWs* ne circulent pas sous forme de papier-monnaie de petites dénominations ; émis sous forme de chèques nominatifs porteurs d'un intérêt conséquent et qui sont en fait rachetés à leurs détenteurs par les banques, ils ne sont que de simples titres de dette publique ayant vocation à être mis en réserve et non à circuler. Cf. California State Controller's Office 2009.

Zanabria 2007). Néanmoins, comme on le verra, les émissions provinciales de papier-monnaie fractionnaire en Argentine ne sont pas le privilège de cette conjoncture de crise ; elles ont un caractère quasi-structurel et ressortent d'une pratique traditionnelle dans l'histoire monétaire de cette République fédérale qui a connu une longue période de guerre civile entre provinces avant de se consolider (Gibson et Falletti 2004, Théret 2015). Cette consolidation, si elle en a changé la forme, n'a pas empêché néanmoins cette pratique de ressurgir. Les émissions sont en effet réapparues par deux fois après la consolidation monétaire qui a suivi la consolidation politique de la fédération en 1890, et à chaque fois, il ne s'est pas agi d'un phénomène conjoncturel puisqu'il a duré la première fois de 1890 à 1933, et la seconde de 1984 à 2003.

Dans la première période, la première émission - dans la province de Santa Fé - date de 1890. Elle est concomitante à l'institution d'une Caisse d'émission (*caja de conversion*) chargée d'assurer une convertibilité-or stricte du peso monnaie nationale, après la faillite de la plupart des banques provinciales « garanties » (i.e. dont les billets avaient un statut national car ils étaient couverts par des titres-or de la dette publique rapportant un intérêt de 5,5%). S'agissant de revaloriser le peso, il en est résulté une grave crise de pénurie monétaire. Malgré la forte amélioration de la quantité de circulant et la stabilisation monétaire apportée par une réforme de cette caisse d'émission en 1899 (Gesell 1898, Grinfeld 1910, Louge 2015)<sup>8</sup>, les émissions de *letras* ou *obligaciones de tesoreria* par diverses provinces continueront et ne s'arrêteront qu'après 1933, date à laquelle s'est installée la première dictature militaire qu'ait connue l'Argentine en tant que fédération<sup>9</sup>.

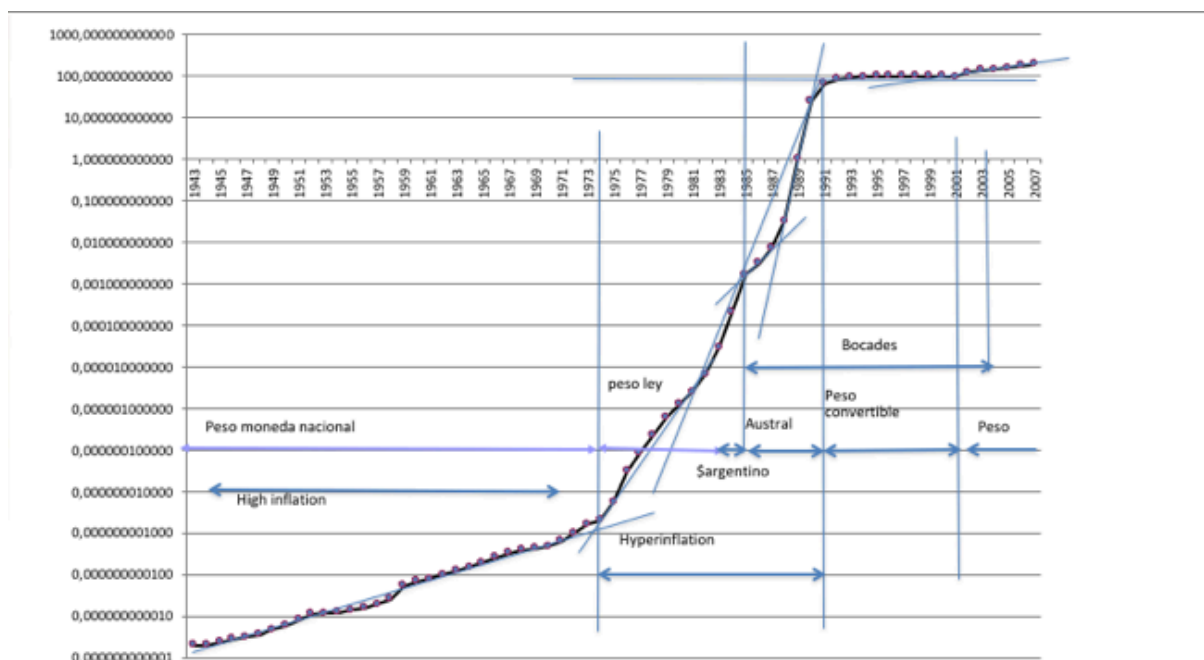
Dans la deuxième période, la première émission - dans la province de Salta - date de fin 1984-début 1985, soit juste après la chute de la dernière dictature militaire qu'a connue le pays à ce jour et dans un contexte hyper-inflationniste et de pénurie monétaire due à la perte accélérée de valeur de la monnaie (figure 1) ; à nouveau, les émissions de *bocades* et autres *titubons publicos* perdureront jusqu'en 2003, année où ces quasi-monnaies seront « rachetées » par l'Etat fédéral, conformément à une injonction du FMI en 2002 conditionnant la renégociation de la dette publique à cette « rédemption » (FMI 2003, p. 34).

---

<sup>8</sup> Faite à l'instigation de Silvio Gesell, comme le montre Louge 2015, chapitre 4. « Upon this plan was based the solution of the paper-money problem in the Argentine -so far as that solution has been worked out. (...) The government was to redeem all paper money at 44 cents in gold per paper *peso*. » (Grinfeld 1910, p. 121) et non plus à 100 centimes. Voir aussi Gesell 1898.

<sup>9</sup> S'est ouverte alors une période de plus de cinquante ans d'autoritarisme centralisateur et d'instabilité politique (avec cinq dictatures militaires et 10 destitutions de présidents dont la plupart par des coups d'Etat) qui a réduit au silence toute velléité monétaire provinciale. Sur la notion de « réduction au silence monétaire » (*monetary silencing*), cf. Feinig 2015.

Figure 1 : Evolution de l'indice des prix à la consommation dans le « Grand Buenos Aires » de 1943 à 2008 (moyenne annuelle des indices mensuels, base 100 en 1999)



Sources : Vitelli (1986), INDEC and Direccion de estadistica de Tucuman, Gobierno de Tucuman (consulted 26/01/2012) [http://estadistica.tucuman.gov.ar/precios\\_consumidor.htm](http://estadistica.tucuman.gov.ar/precios_consumidor.htm)

## 1.2. Des pratiques à désensevelir

A quelques exceptions près, les économistes tout comme les historiens argentins n'ont guère prêté attention à ces expériences monétaires si ce n'est dans les périodes de fortes tensions sociales et de crises politiques majeures, quand elles ont fait florès et touché les provinces les plus riches ou les plus névralgiques du pays. En dehors de tels épisodes, les quasi-monnaies ont été vues, en général, exclusivement comme des dispositifs d'urgence destinés à disparaître à l'issue de la crise. Ce positionnement intellectuel a conduit à ne pas soumettre ces dispositifs à des enquêtes destinées à expliquer leur occurrence et à évaluer leur potentiel pour réguler tant la volatilité structurelle de l'économie nationale que les tensions résultant des déséquilibres institutionnels aux plans monétaire et fisco-financier de l'ordre politique fédéral, deux traits caractéristiques de la société argentine (Théret 2015). A contrario une fois la crise passée, même si elles perdurent dans certaines provinces éloignées de la capitale fédérale, là où les problèmes rencontrés par les populations n'intéressent plus vraiment les économistes<sup>10</sup>, les monnaies fiscales provinciales sont oubliées, ignorées, enterrées ou alors

<sup>10</sup> Vu d'en bas, d'un point de vue provincial, une monnaie qui paraît presque insignifiante au niveau macro de la fédération peut représenter quelque chose de très important au niveau local, compte tenu précisément des inégalités de richesses et de tailles entre les entités fédérées.

déclarées hors la loi lorsqu'elles paraissent avoir un impact significatif au plan de la macroéconomie fédérale et empêchent le « retour à la normalité » d'une monnaie unique.

~~Or affirmer que ces monnaies n'ont qu'un caractère d'urgence est une déclaration normative postulant qu'il est "normal" qu'un Etat fédéral, en dépit du fait qu'il est constitutionnellement organisé conformément à des principes fédératifs, dispose de la même façon qu'un Etat unitaire d'une souveraineté pleine et entière en matière monétaire (Helleiner 2003)<sup>11</sup>. En outre, deux préjugés propres à la doxa régnant dans l'ordre monétaire néolibéral actuel se liguent pour rejeter ces expériences dans les poubelles de l'histoire : l'un est politique, il a trait à la vision dominante selon laquelle l'unicité monétaire est un prérequis de la formation d'une société politique coiffée par un Etat<sup>12</sup>; l'autre est économique, il a trait à ce que les monnaies provinciales réhabilitent la pertinence comme instruments de développement économique et financier des monnaies publiques de crédit fiscal et contestent donc le monopole actuel des monnaies privées de crédit bancaire.~~

Etant jugés a priori politiquement et économiquement inacceptables, les dispositifs créés et leur potentiel en tant qu'innovations propres et endogènes à un ordre politique fédératif exprimant une voie d'amélioration de son fonctionnement ne font l'objet d'aucune analyse

---

<sup>11</sup> Cette « normalité » en matière monétaire (mais aussi de dette publique) a été dans les colonies anglaises d'Amérique puis aux Etats Unis l'enjeu d'une lutte constante. Après la révolution américaine, cette lutte a opposé les « Fédéralistes » partisans d'un Etat fédéral réduisant au maximum la souveraineté des états fédérés et regroupés autour de Hamilton et de sa pensée, aux républicains démocrates conduits par Jefferson et Madison et déterminés à défendre les droits de souveraineté de ces états. Le point de vue hamiltonien qui l'a d'abord emporté, a ensuite perdu la bataille pendant de nombreuses années au cours du XIXème siècle, ce qui explique le « retard » avec lequel une banque centrale a pu émerger et s'inscrire dans la perpétuité aux Etats Unis. A vrai dire d'ailleurs, il n'y a toujours pas de banque centrale fédérale à proprement parler aux Etats Unis, dans la mesure où le *Federal Reserve System* est constitué par une pluralité de banques fédérales de districts, chapeautées par une autorité fédérale qui n'est pas une banque centrale elle-même mais un conseil chargé d'administrer la politique monétaire. Cette organisation contraste avec la Banque centrale de la république argentine (BCRA) qui est du même type que celles instituées dans les Etats unitaires et qui plus est, ne dispose pas de succursales dans les provinces ou à l'échelle des grandes régions du pays (Olivera 1992).

<sup>12</sup> Dans un rapport interne du ministère argentin de l'économie et des finances en vue de la suppression des quasi monnaies, il est considéré que la complémentarité entre monnaies nationale et provinciales est parfaitement viable du fait qu'elles ont des sphères spatiales de circulation distinctes, mais que néanmoins, cette situation n'est pas "optimale", l'optimalité exigeant l'unicité du pouvoir monétaire pour résoudre les deux problèmes supposés de la pluralité monétaire : les externalités et l'incertitude (DNCFP 2003). Or ce critère d'optimalité est une pure pétition de principe démentie par les faits en ce cas précis. En effet, si les émissions de quasi monnaies ont cru en 2001, comme nous le verrons plus loin, ce fut parce que la politique monétaire fédérale avait produit de fortes externalités négatives — une pénurie monétaire — et une incertitude accrue quant à sa capacité à en sortir au point de détruire la confiance dans tout le système monétaire et donc la crédibilité du pouvoir monétaire centralisé. A contrario, les monnaies provinciales ont produit des externalités positives et réduit l'incertitude lorsqu'elles furent gérées avec succès, ce qui fut le cas dans de nombreuses provinces et pour l'essentiel du montant émis (Douthwaite 2005, Thérêt et Zanabria 2007, Thérêt 2018a). Par ailleurs, cette conception de l'optimalité est également controversée d'un point de vue économique standard, puisque si l'Argentine est considérée comme une zone monétaire non optimale, l'optimalité réside plutôt dans la pluralité des monnaies provinciales. En effet, "si la création de monnaie est une décision essentiellement technique, liée à "l'optimalité" des ajustements du marché, il serait possible, sur la base de la théorie des "zones monétaires optimales", de soutenir que la création de multiples monnaies sur le territoire argentin est préférable » (Feliz 2004, p. 114).

empirique ni d'évaluation, y-compris de la part des chercheurs persuadés que les arrangements institutionnels en place en Argentine en matière politique et monétaire sont sources de crises récurrentes (Chelala 2014).

Les quelques études menées conduisent pourtant à penser que des monnaies fiscales provinciales complémentaires à la monnaie fédérale pourraient servir de manière permanente - sous certaines conditions - à résoudre les problèmes d'équilibre des finances publiques et de promotion du développement économique local dans le cadre de ce qu'on pourrait appeler un fédéralisme monétaire (Théret et Zanabria 2007, Théret 2018b). Ces études vont, ce faisant, dans le même sens que les recherches faites sur des expériences similaires aux Etats-Unis par Neil Carothers concernant les *fractional notes* émises au début des années 1860 par des « conseils municipaux et autres pouvoirs publics locaux » (Carothers 1930, p. 163-166), par Loren Gatch (2012) pour leurs équivalents du début des années 1930 que furent les *tax anticipation scrips* des grandes municipalités, et par Farley Grubb (2003, 2005, 2012) pour les monnaies fiscales des 13 colonies avant et après que celles-ci soient devenues des états fédérés en adoptant les « Articles de la Confédération ».

Il ressort finalement de tous ces travaux que ce n'est pas parce que les instruments monétaires adossés à un pouvoir fiscal sont économiquement inefficaces qu'ils ont été régulièrement prohibés, dès lors qu'ils prennent de l'importance, avant d'être oubliés ; c'est parce que leurs partisans ont été régulièrement vaincus dans l'arène politique par des coalitions entre (et parfois fusionnant) intérêts bancaires et financiers privés et factions politiquement dominantes des classes dirigeantes (Beard 1913, Ferguson 1969 et 1983, Holton 2005, Gatch 2012, Feinig 2015)<sup>13</sup>.

Le résultat de ces défaites est que les expériences monétaires des provinces argentines n'ont pas fait l'objet de comptes rendus et d'une mise en archive systématique. On ne dispose donc pas d'une documentation fournie et assurée pour en rendre compte de manière exhaustive dans une perspective historique. Néanmoins la deuxième période d'émissions que nous avons discerné n'est pas si ancienne que nous soyons dépourvus de tout espoir d'en donner un compte rendu à visée scientifique ; il est encore temps de mener des recherches de terrain

---

<sup>13</sup> Ainsi pour L. Gatch, "si le lien monnaie-souveraineté est constitutif de "l'espace monétaire", alors les leçons à tirer de l'expérience historique concernant les *tax anticipation scrips* dépendront des réponses aux questions politiques posées par les pouvoirs et l'autonomie des gouvernements locaux, sans égard pour les avantages économiques potentiels des monnaies locales. (...) Pour que nous puissions prendre conscience de l'importance de la monnaie locale et pour faire revivre la conscience publique de son potentiel actuel, nous devons apprécier ces moments historiques où la monnaie locale, malgré son succès, a disparu. (...) Dans la perspective plus large de l'histoire monétaire américaine, la prolifération des monnaies locales au cours des années 1930 apparaît comme un développement anormal par rapport à la centralisation progressive du pouvoir monétaire et de l'autorité à Washington » (Gatch 2012, p. 33).

pour en construire l'archive et développer, dans une perspective comparative interprovinciale, une évaluation économique et politique des expériences observables.

En ce qui nous concerne, nous avons ainsi pu mener presque à chaud, dans les années 2000, une analyse comparée des conditions qui ont conduit soit au succès soit à l'échec, les quatre plus grosses émissions des années 2001-2003 (le *patacon* de Buenos Aires, le *federal* de l'Entre Rios, la *lecor* de Cordoba, et le *cecacor* de Corrientes) ; ce qui nous a surtout permis de dégager les conditions contrastées qui ont assuré le succès du *patacon* et l'échec (i.e. la forte décote vis-à-vis du cours légal en 2002 et 2003) du *federal* (Théret et Zanabria 2007). Puis, en mobilisant une méthode interdisciplinaire de sciences sociales, nous nous sommes attachés à reconstituer l'histoire de vie du *bocade* (1985-2003), quasi-monnaie de la Province de Tucuman qui, en 2001 et 2002, représentait la 5<sup>ème</sup> plus grosse émission<sup>14</sup> ; ce faisant on a pu en évaluer l'efficacité économique et financière ainsi que la résilience (Théret 2018a).

Dans le présent article, notre objectif est de déraciner l'idée que ces quasi-monnaies sont de simples monnaies de secours en dressant un tableau historique d'ensemble des émissions de cette période pour montrer leur ampleur, leur continuité historique et le caractère général de leur résilience malgré les changements chaotiques du régime monétaire fédéral. A cette fin, nous mobiliserons aussi la première période d'émissions (1890-1933) pour donner une plus grande profondeur historique à notre analyse. Les numismates ont en effet rassemblé un ensemble d'informations sur ces émissions qui, même si elles sont sans doute très lacunaires, permettent de dresser un tableau suffisant pour montrer l'inhérence des innovations monétaires provinciales considérées ici à la structure profonde du système fédéral argentin dès lors qu'il cherche à faire place à une démocratisation de son régime politique.

## **2. Deux périodes et quatre vagues d'émission de monnaies fiscales provinciales complémentaires à la monnaie fédérale de cours légal depuis 1890**

Depuis que l'Argentine est devenue un pays indépendant dans les années 1810, la pluralité monétaire et les problèmes de convertibilité du papier-monnaie ont marqué son histoire (Grinfeld 1910, Bordo et Veigh 2002, Irigoien 2000, Louge 2015). Même après la fondation définitive de la Fédération en 1861, on a pu observer la rémanence d'émissions de papier monnaie provincial adossé à l'impôt et de petites dénominations. Ainsi, dans un article précédent, nous avons pu mentionner l'existence d'émissions provinciales en 1876, 1881, 1883 et 1885 (Théret et Zanabria 2007, p. 22), et depuis nous avons repéré des traces

---

<sup>14</sup> L'ensemble des cinq quasi-monnaies considérées représentaient fin août 2002 près de 90% du total des émissions provinciales (hors le *san luis* dont le monnayage fut très différent et les *lecops* fédérales).

numismatiques de papier monnaie émis par la Province de Buenos Aires en 1867 et 1869 (Museo Jesuítico de Jesus Maria, Cordoba). Toutefois, les sources numismatiques nous conduisent à nous limiter à la période postérieure à la fin des années 1880<sup>15</sup>.

Nous avons mentionné ci-dessus l'existence de deux grandes périodes, 1890-1933 et 1984-2003, pendant lesquelles de telles monnaies ont circulé, soit soixante années réparties sur 112 ans. A l'analyse, il est aussi apparu nécessaire de distinguer quatre vagues d'émission.

La première vague est confondue ici avec la première période 1890-1933 car nous ne disposons pas d'informations suffisamment significatives en l'état actuel de la recherche pour y distinguer plusieurs phases renvoyant à des évolutions dans le régime monétaire fédéral. On peut d'ailleurs considérer que cette période a bien une unité propre du fait que toutes les émissions y ont été effectuées avec le même standard monétaire, le *peso moneda nacional* (m \$ n), ce qui n'est pas le cas de la deuxième période.

Dans celle-ci, 1984-2003, en effet, trois vagues successives d'émissions doivent être distinguées : la vague de l'*austral* des années 1984-1991, la vague du *peso convertible* des années 1992-2000, et la vague du *peso dédollarisé* des années 2001-2003. Ces trois vagues s'enchaînent l'une à l'autre et se superposent, la plupart des provinces appartenant à une vague étant à un moment donné rejointes par un nouvel ensemble de provinces constituant la nouvelle vague. Chaque changement de vague correspond à une crise monétaire au niveau du régime monétaire fédéral et à un changement de ce régime : crise hyper-inflationniste de l'*austral* et passage au *peso convertible* en 1991-1992 ; crise déflationniste violente du régime de convertibilité et dé-dollarisation du *peso* en 2001-2002. La vague née en 1984 correspond également à une crise hyper-inflationniste et à un changement de régime monétaire fédéral avec passage à l'*austral*.

### 2.1. La vague du "*peso moneda nacional*" (1890-1933)

Cette vague d'émissions correspond à l'âge d'or de la croissance agro-exportatrice en Argentine et à sa crise. Démarrant en 1890, elle correspond, comme pour les autres vagues, à un changement de régime monétaire avec l'institution d'une Caisse d'émission assurant la convertibilité en or du papier monnaie national la même année, suite à la faillite de la plupart

---

<sup>15</sup> Nos sources principales pour l'ensemble des provinces sont <http://numismondo/pm/arg/> et <http://www.banknote.ws/COLLECTION/countries/AME/ARG/ARGoverview.htm> qui peuvent contenir quelques erreurs et sont incomplètes, surtout sans doute sur la période 1890-1933. D'autres sources numismatiques et économiques ont été utilisées : Del Rey et Orive 1986, Greco 2001 (citant J. Reissig 1990), Schvarzer et Finkelstein 2003, Argañaraz et *alii* 2003, DNCFP 2003, Licari et *alii* (s.d.), Colantonio 2010. Pour des références plus complètes pour certaines provinces, voir Théret et Zanabria 2007 ; Théret 2018a et b. Des archives législatives et divers journaux nationaux et provinciaux ont également été consultés.

des « banques garanties » (1887-1889) et d'une crise financière - la crise Baring - (1890). Avec cette Caisse d'émission, la République fédérative argentine et le régime monétaire du *peso moneda nacional* sont consolidés et stabilisés, mais au prix d'une centralisation de l'émission du papier monnaie et d'une survalorisation du peso entraînant une pénurie monétaire. La réforme Gesell-Tornquist de 1899 de ce régime de caisse d'émission réduisit considérablement la contrainte de convertibilité or (de 100% à 40%) et la pénurie monétaire en monnaie de cours légal. Néanmoins en 1904, une loi interdit au *Banco de la Nacion Argentina*, la banque du Trésor, de faire du crédit à l'industrie, au logement et au commerce, ce qui touche surtout les bourgeoisies provinciales en plein développement à cette époque (Louge 2015, p. 167). Désormais le rapport de forces interne aux classes bourgeoises entre celles de Buenos Aires, « le Port », aux intérêts exclusivement liés au commerce extérieur et alliés au secteur agro-exportateur, et celles de « l'Intérieur », plus industrialistes, penche en faveur des premières aux dépens des réformateurs de 1899 qui avaient fait de *Banco Nacion* un acteur du développement industriel des économies de « l'Intérieur ». La convertibilité or s'avère néanmoins difficilement soutenable et elle est suspendue en 1914 ; elle ne sera ensuite restaurée que brièvement de 1927 à 1929 (Bordo et Veigh 2002). Les émissions de monnaies fiscales par les Provinces de l'intérieur trouvent leur justification dans un tel contexte :

(...) la fuerte política de desmonetización de las provincias del interior del país, la carencia de un auténtico régimen federal de crédito (...) y las continuas y fuertes luchas belicas, comerciales y políticas entre el interior y, especialmente, a sus burguesías en posición de debilidad y de permanente búsqueda de canales de créditos y monetización independientes del centralismo porteño. La concentración bancaria, financiera y comercial en el puerto de la ciudad capital alento siempre a los intereses del interior a buscar fórmulas alternativas. (...) Ello podría explicar la continua presión de dichas burguesías del interior por obtener una mayor autonomía monetaria, la aprobación del régimen de « bancos garantidos », entre otros mecanismos, para no depender exclusivamente del crédito externo o del porteño (Louge 2015, p. 164-165)

Et effectivement, les données numismatiques, bien que probablement très incomplètes, indiquent que sept Provinces, principalement du nord-ouest et de l'ouest du pays, ont émis plus ou moins sporadiquement des monnaies fiscales (tableau 1)<sup>16</sup>. Trois provinces n'auraient procédé qu'à une seule émission : Santa Fé en 1890 (figure 2) ; Corrientes et Santiago del Estero en 1891. Trois autres ont émis de manière répétée : 4 émissions recensées entre 1892 et 1914 pour Mendoza (figure 3), 7 émissions entre 1891 et 1933 pour Salta (figure 4) et 6 émissions entre 1893 et 1923 pour San Juan (figure 5). En revanche Tucuman – 3 émissions recensées - (figure 6) et Jujuy – 4 émissions - (figure 7) n'auraient commencé à émettre respectivement qu'en 1900 et 1903, leurs dernières émissions datant de 1920 et 1932.

<sup>16</sup> Les données recueillies dans le tableau 1 à partir des deux sites numismatiques référés dans la note précédente sont minimalistes. Elles ne signifient pas qu'il n'y ait pas eu d'autres émissions que celles qui y sont pour le moment recensées, comme le montre le fait que ces deux sites se complètent, un site contenant des informations à la fois présentes et absentes dans l'autre.





Figure 2 : *Billete de Tesoreria* de 10 pesos émis par la Province de Santa Fé en 1890



Figure 3 : *Letra de Tesoreria* de 50 centavos émis par la Province de Mendoza en 1914





Figure 4 : Letra de Tesoreria de 5 centavos émis par la Province de San Juan en 1899



Figure 5 : Obligacion de la Provincia de 1 peso émis par la Province de Salta en 1916





Figure 6 : Bono de fomento de 1 peso émis par la Province de Tucuman en 1915



Du tableau 1, il ressort aussi que la totalité des émissions jusqu'en 1914 (sauf dans la province de Jujuy) sont faites en « billets » et « lettres de trésorerie » non porteurs d'intérêts et sans date de caducité, ce qui signifie que ces billets pouvaient circuler pendant plusieurs années en étant sans cesse remis dans le circuit économique par les Provinces émettrices. Dans l'état actuel de nos connaissances, leurs durées effectives de circulation sont néanmoins inconnues, ainsi que la masse monétaire en circulation correspondante. Toutefois le billet de San Juan de 5 centavos de 1899 (figure 5) témoigne par sa légende au revers d'une importante usure physique de ces petites coupures nécessitant le remplacement des billets. De même l'état d'usure observé d'une coupure de 20 centavos, émise en 1893 par la même Province en tant que *obligacion del Monte de Piedad*, témoigne de l'intensité de sa circulation<sup>17</sup>.

<sup>17</sup> Cf. <http://www.banknote.ws/COLLECTION/countries/AME/ARG/ARGS2194.htm>



Figure 7 : *Titulo de credito interno* de 1 peso émis par la Province de Jujuy en 1932



Les émissions de Jujuy (dès 1903), de Tucuman (dès 1915), de Salta (à partir de 1922) et de San Juan (à partir de 1923) prévoyaient en revanche un versement d'intérêt (4 ou 7% annuel) au terme échu des billets (10 ou 5 ans lorsque spécifié sur le billet). Après 1922, il ne semble plus qu'il existe encore des billets non porteurs d'intérêt. Ce changement de la forme de monnayage des billets pourrait renvoyer (sauf pour Jujuy) à la sortie de l'étalon or en 1914 qui augmente la prime de risque sur les billets. En revanche la longueur des périodes de validité des billets indique que ces billets sont toujours conçus pour circuler de manière permanente pendant une longue période.

Au total, en l'état actuel d'absence d'un recensement plus scientifique du nombre des émissions et destructions de billets, de leurs montants et des durées de leurs circulations, il est impossible d'estimer la masse monétaire que représentaient dans la période l'ensemble des émissions. Pour autant, il ne semble pas illégitime de supposer que cette masse monétaire

n'était sans doute pas négligeable pour les économies locales et que les populations étaient accoutumées à la circulation des billets provinciaux.

Tableau 1 : Première vague d'émissions de monnaies fiscales provinciales complémentaires  
1890-1932 : 8 provinces

(les années marquées d'une \* sont celles pour lesquelles des billets permettent de concrétiser l'émission)

Province <i>dénomination</i>	Périodes d'émission	Coupures	Taux intérêt	Ancrage	Validité
I.1/ <b>Santa Fé</b> <i>billete de tesoreria</i>	1890*	2 et 10 pesos	0%	impôts provinciaux et terres publiques	non spécifiée
I.2a/ <b>Salta</b> <i>obligacion de la provincia</i>	1891 1907 1916* 1921* 1922-28* 1928-32* 1933	1, 2, 5, 10 pesos 1 peso 1 et 2 pesos 1 peso 1 et 2 pesos 1 peso 1 et 2 pesos	0% " 7% "	impôts provinciaux et crédits de la banque provinciale	non spécifiée " non spécifiée "
I.2b/ <b>Santiago del Estero</b> <i>titulo de credito</i>	1891*	1 peso	0%	impôts provinciaux et terres publiques	non spécifiée
I.2c/ <b>Corrientes</b> <i>billete de tesoreria</i>	1891*	5 pesos	0%	impôts provinciaux et terres publiques	non spécifiée
I.5/ <b>Mendoza</b> <i>letra de tesoreria</i>	1892-1914 1893* 1901* 1914*	0,10 à 500 pesos 10 cents 1 peso 0.50, 1, 50, 500	0% " "	impôts provinciaux et paiements des crédits à la banque officielle	non spécifiée " "
I.6/ <b>San Juan</b> <i>letra de tesoreria</i> « <i>obligacion del Monte de Piedad</i> »  « <i>credito publico</i> »	1893 1893* 1894 1899* 1909 1923*	1 peso 5 à 20 cents 50 pesos 5 et 20 centavos 20 pesos 50 centavos 1, 5 et 10 pesos	0% " 4%	impôts provinciaux et paiements des crédits à la banque provinciale, fonds de garantie	non spécifiée " non spécifiée
I.7/ <b>Tucuman</b> <i>letra de tesoreria</i> <i>bonos de fomento</i>	1900 1915* 1920*	1 et 2 pesos 1 et 2 pesos	7% 5% (?)	impôts provinciaux	10 ans "
I.8/ <b>Jujuy</b> <i>obligacion de tesoreria</i> <i>Titulo de credito interno</i>	1903* 1905* 1928 1932*	5-10-20-50 cents 1 peso 1 peso	4% " 2%	impôts provinciaux	10 ans " 5 ans

Sources : élaboration propre principalement à partir de

<http://www.banknote.ws/COLLECTION/countries/AME/ARG/ARGoverview.htm> et <http://numismondo/pm/arg/>

Le tableau 1 montre aussi que les trois provinces du nord-ouest (Jujuy, Salta, Tucuman) qu'on va retrouver à l'avant-garde de la seconde période d'émission sont déjà à cette époque parmi les plus actives. Néanmoins 50 ans de régime politique militaire et/ou autoritaire et de régime

de croissance économique fondé sur la substitution des importations et associé à une banque centrale (créée en 1935) "absolument centralisée" (Olivera 1992), semblent bien avoir éradiqué entre 1934 et 1984 toute velléité d'émission de monnaies de petites dénominations par les Provinces, car il n'existe pas à l'heure actuelle de trace de telles émissions.

## 2.2. La vague de l'austral (1984-1992)

Il faut attendre la fin de la dernière dictature militaire et le retour à un régime politique libéral démocratique en 1984 pour observer de nouvelles émissions dans quatre provinces du nord-ouest : Salta dès 1984, Tucuman et La Rioja en 1985, puis Jujuy en 1986. Selon un rapport de la Banque mondiale de 1990 sur le financement des gouvernements provinciaux, la Province de Catamarca, est également considérée comme émettrice de billets durant cette période (World Bank 1990, p. 77). De même Oppenheimer (1985) et Cirnigliaro (2004, p. 126) citent Catamarca comme étant l'une des Provinces ayant discuté d'un projet d'espace monétaire régional du nord-ouest dans lequel les diverses *cuasimonedas* de la région auraient circulé au pair. Toutefois, nous n'avons pas trouvé de trace numismatique d'émissions à Catamarca avant 1993, et nous ne la considérons pas ici comme participant de cette vague d'émissions que nous qualifions de « vague de l'austral ». Celle-ci est quasi-concomitante en effet au remplacement, courant 1985, du *peso argentino* qui a prévalu à la fin de la dictature militaire, de 1983 à 1985<sup>18</sup>, par une nouvelle monnaie nationale de cours légal, l'*austral* égal à 1000 \$a, dans laquelle les nouvelles monnaies fiscales provinciales seront libellées.

Seule la première émission de *bocades* par la Province de Salta initiée en 1984 a précédé le « plan austral » et été faite en *peso argentino*. Les billets émis alors ont dû être surchargés par une marque ~~les rendant conformes au nouveau standard lorsque la réforme monétaire a pris effet~~ et avant qu'une nouvelle émission puisse être faite (figure 8).

Les monnaies fiscales des quatre provinces du nord-ouest argentin (NOA) émises en 1985 et 1986, dénommées "*bocade*" à Salta, Tucuman (figure 9) et La Rioja (figure 10), et "*titulo publico al portador*", généralement réduit à "*publico*", à Jujuy (figure 11), étaient similaires. Elles relèvent d'un même type spécifique dont le *bocade* de Salta représente l'archétype et ceux de Tucuman et de La Rioja des copies quasi conformes (Del Rey & Orive 1986 ; Cerro 1988).

---

<sup>18</sup> Le *peso ley* a été remplacé en 1983, juste avant la chute du régime militaire, par le *peso argentino*, 1 \$a valant 10 000 \$Ley. Le *peso ley* avait lui-même remplacé en 1974 le *peso moneda nacional* en lui supprimant deux zéros. Il fut rapidement dévalué par l'hyperinflation rampante qui a prévalu sous la dictature militaire (1976-1984) comme le montre la figure 1 et les billets de 50 000, 100 000, 500 000 et 1 million de \$Ley, qui circulaient alors (cf. Fenoglio 2010, p. 17).



Figure 8 : Le *bocade* de Salta émis en 1984 en « peso argentino » et surchargé en austral.



Le tableau 2 résume les principales caractéristiques de ces quasi-monnaies et en montre l'extension à travers leurs multiples émissions qui témoignent de leur continuité, voire de leur routinisation, dans un contexte pourtant instable au plan de la politique monétaire fédérale : 8 émissions pour le *bocade* de Salta entre 1985 et 1992, 26 pour celui de Tucuman, 15 pour celui de la Rioja, et 11 pour le *publico* de Jujuy. Il y avait donc en permanence dans les quatre provinces une masse monétaire significative en quasi-monnaie.



Figure 9 : Le *bocade* de Tucuman émis en 1985 (coupure de 10 centavos)



Figure 10 : Le *bocade* de La Rioja émis en 1985 (coupure de 10 centavos)





Figure 11 : Le *titulo publico* de Jujuy émis en 1986 (coupure de 10 centavos)



Au contraire des types *cecors*, *lecors*, *cemis*, ou *patacones*, *federales*, *cecacors* ou autres apparus dans les vagues ultérieures, ces monnaies de petites dénominations (de dix centavos à 50 ou 100 australes au départ), comme celles des débuts de la première vague, n'étaient pas porteuses d'un intérêt, même si, au moins dans le cas du *bocade* de Tucuman, cela n'avait pas été exclu *a priori* dans leur acte de naissance (Théret, 2018b). En revanche, leur durée de vie était limitée à deux ans (quoique susceptible d'être prolongée par une nouvelle loi provinciale en lieu et place d'une nouvelle émission). Il s'agit donc d'un type particulier de monnaie dont la destruction est politiquement anticipée et qui n'est pas un actif financier susceptible d'être mis en réserve pour rapporter un intérêt ; il est exclusivement destiné à circuler<sup>19</sup>. C'est ce type de monnaie fiscale non porteuse d'intérêt et de durée de vie limitée à quelques années qui sera repris en 2001 par l'Etat fédéral lui-même, quand celui-ci émettra à son tour une

<sup>19</sup> Dans le NOA, les moyens de paiement portant intérêt étaient appelés *certificados* et non *bonos*, comme notamment les *cecades* émises dans les Provinces de Tucuman en 1965 et 1966, et de La Rioja et Salta en 1988.

monnaie fiscale interprovinciale inconvertible, la *lecop* (figure 29), pour payer ses dettes à l'égard des provinces au titre des transferts fiscaux de péréquation.

**Tableau 2 : Deuxième vague d'émissions de monnaies fiscales provinciales 1984-1992 :  
4 provinces**

Province dénomination	Périodes d'émission	Coupures	Taux intérêt	Ancrage	Validité
II.1/Salta <i>bocade</i> (en austral)	<b>1984-1992</b> 1985-1987	0,10, 0.50, 1, 5,10, 20, 50,100	0%	loteries et impôts provinciaux, caisse de conversion	8 émissions 2 ans (1987) 3 émissions en 1985 (1 en peso <i>argentino</i> )
	1988-1991, 1989-1991 1990-1991	10, 50 100, 500, 1000 5000, 10000, 50000			de 3 à 1 an (1991) 1 émission en 1988 1 émission en 1989 1 émission en 1990
<i>Lecops</i> (en peso)	1991-1991 1991-1992	10000-50000 50000			2 émission en 1991
	2001-2003	1, 2, 5 et 10			non mis en circulation
II.2a/Tucuman <i>bocade</i> (en austral)	<b>1985-2003</b> 1985-1987 1987,1988, 1989-1991 1989-1991 1989-1991	0.10-0.50-1-5- 10-20-50 10-50 100-500-1000- 5000-10000- 50000	0%	loteries et impôts provinciaux, caisse de conversion	2 ans ou prolongé  26 émissions sur 1985-1991
(en peso)	1993-2003	1,2,5,10	“		12 émissions sur 1993-2001, 2 sur 2002
II.2b/La Rioja <i>bocade</i> (en austral)	<b>1985-1997</b> 1985-1987 1988-1990	0,10 à 100 10-100-500- 1000-5000- 10000-50000	0%	Loterie, fiscalité provinciale, caisse de conversion (?)	2 ans 15 émissions en austral dont une en hyperinflation
<i>bocade « Evita »</i> (en peso)	<b>2001-2003</b>	2-5-10-20-50	0%	Conversion immédiatement exigible	30 mois 1 émission
II.4/Jujuy <i>titulo publico</i> (austral)	<b>1986-1992</b> 1986-1988 1989-1992	0,10 à 50 500-1000-5000- 10000-50000	0%	loteries et fiscalité provinciale, caisse de conversion (?)	2 ans 11 émissions dont 6 en hyperinflation
<i>tiprofi (peso)</i>	<b>1995-1997</b>	1 et 50 pesos	0%	Adossés à des titres de la dette publique fédérale	12 ans (2007)
<i>patacon A (peso)</i>	2001-2003		7%	<i>patacon</i> de Buenos Aires (permet de payer les impôts fédéraux)	

Source : mêmes sources que tableau 1 et Théret 2018b.

Entretemps il aura été également adopté par la Province de Catamarca de 1993 à 2003 (*publico* avec une caducité à 5 ans et une rédemption partielle à 2 ans) et par celle de Formosa dans les années 1995-1997 et 2001-2003 (cf. tableau 3).

Une autre caractéristique de ce type de monnaies est que la confiance en elles et leur circulation à la parité avec le cours légal ont été établies par des moyens politiques. Ainsi, au départ, les incitations financières à leur acceptation ont été recherchées par le biais de loteries à tirage régulier, un instrument fiscal traditionnel des États, et non dans le versement d'un intérêt à terme, les billets étant assimilés à des billets de loteries plutôt qu'à des titres de crédit porteur d'intérêt. Par ailleurs, dans des provinces qui représentent la partie la plus ancienne de l'Argentine, le sentiment de l'appartenance provinciale – en réaction souvent contre ce qui leur paraît être des abus de pouvoir de Buenos Aires –, a été mobilisé pour construire la confiance dans une monnaie qui était conçue et présentée comme une forme de crédit accordé à la Province par sa population.

Mais cela n'a pas empêché les gouvernements provinciaux, en restreignant la convertibilité de leurs monnaies fiscales et en en faisant des « petites monnaies » complémentaires et non concurrentes à la monnaie fédérale de cours légal, de s'attacher à maintenir leur parité avec celle-ci ; ce qui peut expliquer qu'elles aient été tolérées en dépit du caractère centralisé du système monétaire argentin depuis la consolidation de la fédération.

Enfin, ce qui fait la spécificité de ces monnaies du NOA n'est pas le fait *institutionnel* qu'elles ont mobilisé des *caisses de conversion* publiques pour assurer leur convertibilité<sup>20</sup>, car ce fut aussi le cas ensuite de la *lecor* de Cordoba et du *federal* d'Entre Ríos en 2001 ; c'est plutôt le fait *politique* que cette convertibilité au pair, difficile à maintenir surtout en période de forte et d'hyper-inflation, fut *de facto* et parfois explicitement défendue et prise en charge par les milieux d'affaires locaux, même lorsque les classes politiques locales étaient pressées de retourner « à la normale »<sup>21</sup>.

---

<sup>20</sup> Ceci n'est d'ailleurs prouvé à ce jour que pour Tucuman. La recherche reste à faire pour les autres *bocades* et les *publico*. En tout état de cause, comme on le verra, la présence d'une caisse de conversion, ou d'un dispositif administré institué pour gérer les conversions de quasi-monnaies en cours légal n'est qu'une variable secondaire de la différenciation de ces dernières.

<sup>21</sup> Cf. Théret 2018a pour le cas du *bocade* de Tucuman.



Figure 12 : Le *bocade* de 50000 australes émis par la Province de Salta en 1991

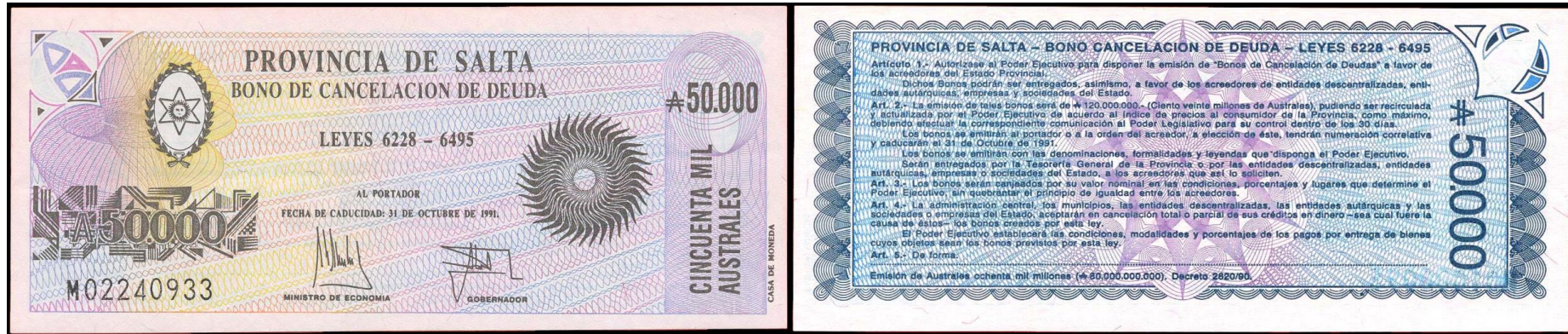


Figure 13 : Le *bocade* de 10000 australes émis par la Province de Tucuman en 1991





Figure 14 : Le *bocade* de 50000 australes émis par la Province de La Rioja en 1989



Figure 15 : Le *titulo publico* de 50000 australes émis par la Province de Jujuy en 1991



De ce fait, les quasi-monnaies de cette vague de l'austral se sont révélées particulièrement résilientes aux errements pourtant radicaux du régime monétaire fédéral : seul type de quasi-monnaies à émerger et à se maintenir dans une période d'inflation très élevée puis d'hyperinflation, comme le montrent les adaptations des émissions provinciales à la dévalorisation de l'unité de compte fédérale (figures 12, 13, 14 et 15), elles perdureront, à l'exception de celle de Salta<sup>22</sup>, et s'agrègeront aux vagues suivantes en s'adaptant à des régimes monétaires fédéraux variés, pour ne pas dire antagoniques.

Ainsi, comme le retrace le tableau 2, le *bocade* de Tucuman sera émis en continu jusqu'à sa destruction en 2003<sup>23</sup> (figure 16) ; celui de La Rioja, bien qu'il ait laissé la place entre 1992 et 1996 à une sorte d'IOUs de 1, 5 et 10 pesos personnalisés et non transmissibles (le *bocade* « A »), retrouvera son type initial en 2001 (figure 17) ; le *publico* de Jujuy, après sans doute une brève interruption entre 1993 et 1994, réapparaîtra quant à lui, en 1995 sous la forme du *tiprofi* (*titulo provincial de financiamiento*) avec un adossement financier spécifique (figure 18). Cette Province cependant n'émettra pas de monnaie fiscale propre dans la crise du *peso convertible*, mais utilisera alors le *patacon A* de la Province de Buenos Aires.

### 2.3. La vague du peso convertible (1992-2000)

Une fois mis en place le « plan de convertibilité » grâce auquel le pays est sorti de l'hyperinflation en 1992 en fixant le change à la parité entre le nouveau peso argentin – équivalent à 10 000 australes - et le dollar étatsunien, il est en général considéré que plus aucune quasi-monnaie n'a été émise par des gouvernements provinciaux. Les journalistes et universitaires argentins les plus versés dans cette question ne se souviennent que de l'épisode couronné de succès de l'émission du *cecor* par le gouvernement de la Province de Cordoba en 1995, lors de la crise monétaire et financière dite de « l'effet Tequila » (de fuite des capitaux étrangers) qu'a provoqué en Amérique latine la faillite de l'Etat mexicain.

---

<sup>22</sup> En 2001 néanmoins, une loi et un décret autorisant l'émission d'une *Letra de cancelacion de obligaciones de la Provincia de Salta (lecops)* de type *bocade* (0% d'intérêt et de moins de 2 ans de durée de vie), ont été passés et des spécimens de billets de 1, 2, 5 et 10 pesos ont été imprimés, mais cela n'a pas été plus loin.

<sup>23</sup> Selon le père fondateur du *bocade* de Tucuman, R. Ciriogliaro, "pendant les 17 années qu'il a vécues", celui-ci a été fortement soutenu par "les hommes d'affaires locaux qui reconnaissaient qu'il leur permettait de travailler tranquillement", et il a "résisté" à l'hyperinflation, à la convertibilité, aux ajustements du FMI et du Gouvernement fédéral, à la contrefaçon, à la surenchère et même à l'attaque d'un gouverneur qui en 1997, « changea un crédit sans intérêt de la part de la population en un crédit à taux élevé de la part des banques et des marchés. Et finalement, il a tordu le bras aux *porteños* (les habitants de Buenos Aires, BT), puisqu'après 16 ans de critiques de leur part à l'égard des monnaies provinciales, ils ont dû en émettre une, la *lecop* » (Ciriogliaro 2004, p. 125).



Figure 16: Le *bocade* de Tucuman émis en 1993 (série A, coupure de 1 peso)



Figure 17 : Le *bocade* « Evita » de La Rioja émis en 2001 (coupure de 2 pesos)





Figure 18 : Le *tiprofi* de Jujuy émis en 1995 (série A, coupure de 1 peso)



Or on vient de le voir, en 1993 et 1994, les Provinces de Tucuman et de Catamarca émettaient encore des *bocades* (figures 16 et 19), et en 1995, ce n'est pas seulement Cordoba avec le *cecor* (figure 20) qui rentre dans le jeu, mais aussi les Provinces de Formosa avec le *boncanfor*, de Mendoza avec un *petrobono*<sup>24</sup>, de Rio Negro avec le *cedern* (figure 21) et de San Juan avec le *crefi* ou « *huerpe* » (figure 22), ce à quoi il faut ajouter les émissions de *tiprofi* par Jujuy. Ces Provinces seront rejointes enfin par deux autres, Misiones avec le *cemis*<sup>25</sup> en 1996 et Corrientes avec le *cecacor* (figure 23) en 1999.

<sup>24</sup> Nous n'avons pas néanmoins jusqu'à maintenant trouvé de trace numismatique de ce *petrobono*.

<sup>25</sup> En fait le *cemis*, bien que considéré et comptabilisé comme une *cuasimonedra*, n'était pas une monnaie de petites dénominations, les coupures émises étant de 100, 1000 et 5000 pesos (Garzón Maceda 2010).



Figure 19 : Le *titulo publico* de Catamarca émis en 1993 (série A, coupure de 5 pesos)



Figure 20 : Le *cecor* de Cordoba émis en 1995 (série A, coupure de 5 pesos)





Figure 21 : Le *cedern* de Rio Negro émis en 1995 (série B, coupure de 10 pesos)



Figure 22: Le *crefi* de San Juan émis en 1995 (série A, coupure de 10 pesos)





Figure 23: Le *cecacor* de Corrientes émis en 1999 (série B, coupure de 5 pesos)



Ce sont donc huit nouvelles provinces (tableau 3), auxquels s'ajoutent deux de la vague précédente de l'austral, soit 10 au total (et 8 dès 1995), qui ont émis des monnaies fiscales entre 1993 et 2000 sans qu'on y prête attention. Il faudra attendre que la Province de Buenos Aires soit elle aussi poussée à émettre sa monnaie fiscale, le *patacon*, en 2001 pour que la connaissance du phénomène dépasse un petit cercle de numismates initiés.

Comme le montre le tableau 3, cette vague du « peso convertible » est pourtant riche d'innovations. Y émergent en effet, à côté du type du *bocade* du NOA (étendu maintenant aussi aux Provinces de Catamarca et de Formosa), trois autres types de monnaie fiscale :

**Tableau 3 : Troisième vague d'émissions de monnaies fiscales en peso convertible, 1993-2000 : 8 nouvelles provinces.**

Province dénomination	Périodes d'émission	Coupures	Taux intérêt	Ancrage	Validité
III.1/Catamarca <i>titulo publico</i> « <i>bono publico</i> »	1993-1998  1996-2001 (2005)  2001-2006	1-2-5-10 pesos	0%	Loteries, fiscalité provinciale, caisse de conversion (30 jours)	5 ans avec rédemption partielle à 2 ans 6 émissions dont 3 en 1993, 1 en 1996, 1 avec rédemption en 2001 repoussée à 2005, et 1 avec rédemption en 2006
III.2a/Cordoba <i>certificado de cancelacion</i> « <i>cecor</i> »  <i>lecop Cordoba</i> « <i>lecor</i> »	1995-1997 série A 1996-1998 série B  2001-2004 séries A à F, AA-AB 2002-2005 séries G, H et autre	5-10-20-5-100- 500-1000 pesos 5-10-20-50 pesos  1-2-5-10-20-50 pesos  5 pesos	12% annuel “  7% annuel  “	impôts provinciaux et caisse de conversion	2 ans 2 émissions (intérêts payés au bout de 15 mois en 4 coupons trimestriels) 3 ans 11 émissions (intérêts payés au bout de 27 mois en 4 coupons trimestriels) dont 3 émissions en 2002
III.2b/San Juan <i>crefi</i>  « <i>huarpes</i> »	1995  2001-2002	1-2-5-10 pesos  ?	0%  ?	impôts provinciaux et amortissements de crédits immobiliers	non spécifiée 1 émission  ?
III.2c/Rio Negro <i>certificado de deuda</i> « <i>cedern</i> »  « <i>petrobono</i> »	1995-1997 (décembre)  2002	1-2-5-10-100 pesos  ?	12% annuel  ?	impôts provinciaux caisse de conversion  ?	2 ans 3 séries simultanées d'émission intérêts payés à terme  ?
III.2d/Mendoza <i>Letra de tesoreria</i>  « <i>petrom</i> »	1995-1996  2002-2003	2-5-10-20 pesos  2-5-10-20 pesos	?  35% sur 6 ans	?  Fonds de garantie alimenté par % recettes pétrolières	?  2 émissions 6 ans, 1 émission intérêts payés à terme
III.2e/Formosa <i>bocade</i> « <i>boncan-for</i> »	1995-1997 2001-2003	2-5-10-20-50 pesos	0%	impôts provinciaux « Garantie du Trésor »	2 ans 2 émissions
III.7/Misiones <i>Certificado de cancelacion de deuda</i> « <i>cemis</i> »	1996  1999  2001	100-1000-5000 pesos 1000 pesos  1000 et 5000	6% annuel	impôts provinciaux Garantie par transferts de péréquation fédérale	10 ans 3 émissions (intérêts payés au bout de 27 mois en 32 coupons trimestriels)
III.8/Corrientes <i>Certificado de cancelacion de obligaciones</i> « <i>cecacor</i> »	1999-2003 1999 A 2000 B 2001 C1 2001C2	2, 5, 10, 20, 50, 100 pesos	7% 7% 4% 4% annuel	impôts provinciaux Intervention fédérale	4 émissions : 10 mois 18 mois 18 mois 13 mois intérêts payés à terme

Sources : identiques à celle du tableau 2

L'un, illustré par le *crefi-huarpe* de San Juan, est une réplique du type observé déjà dans la même province dans la toute première vague (0% intérêt et caducité non spécifiée). Les deux autres sont représentés respectivement par le *cecor* de Cordoba et le *cemis* de Misiones d'un côté, et par le *cedern* de Rio Negro et le *cecacor* de Corrientes<sup>26</sup> de l'autre. Bien que ces quatre *certificados* partagent le fait d'être porteurs d'intérêt (à 4%, 7% ou 12 %) et se veulent explicitement des actifs financiers, ils correspondent à deux types distincts : l'aspect financier prédomine sur la dimension monétaire pour le type *cecor-cemis*, alors que cette hiérarchie est inversée pour le type *cedern-cecacor* ; les *premiers* sont des titres au porteur avec coupons trimestriels tandis que les seconds sont des titres zéro-coupon, le paiement des intérêts étant reporté à la date de « rédemption » du titre. Ainsi, à partir de 1995, on reviendra sur ce point, il existe quatre types de monnaies fiscales selon qu'elles sont porteuses d'intérêt ou pas, d'une date de rédemption ou pas, et de coupons ou pas.

Mais les expérimentations de monnaies fiscales provinciales ne se sont pas arrêtées là. Avec la crise du peso convertible qui s'intensifie en 2001 et la dé-dollarisation-dévaluation du peso en janvier 2002, une nouvelle vague de Provinces émettrices de quasi-monnaies va apparaître en emportant cette fois jusqu'à la partie la plus riche et la plus peuplée du pays, la province de Buenos Aires.

#### 2.4. La vague de la crise de convertibilité du peso et du peso dé-dollarisé (2001-2003)

A partir de 1997, le maintien de la convertibilité à la parité du peso en dollar, dans un contexte financier international peu favorable aux entrées de dollar, conduit à une pénurie monétaire et à une récession économique qui deviennent critiques en 2001 dans tout le pays<sup>27</sup>. Trois nouvelles recrues entrent alors dans le club des Provinces émettrices, Buenos Aires (avec le *patacon*, figure 24), Entre Rios (avec le *federal*, figure 25), et Chaco (avec le *quebracho*, figure 26). En 2002, une dernière Province, celle de San Luis (avec le *san luis*) (figure 27) rejoindra aussi ce mouvement, mais seulement après que le pays soit entré dans

---

<sup>26</sup> Le *cecacor* est une adaptation du *cecor* à un contexte différent. Tous deux ont été mis en place par Ramon Mestre, gouverneur de Cordoba en 1995 et *interventor* fédéral à Corrientes en 1999 où, afin de restaurer les finances de la Province, il était chargé par le Président Menem, ancien gouverneur de La Rioja, de mettre en place une *cuasimoneda* du type du *cecor*, vu le succès qu'avait connu cette formule dans la province de Cordoba.

<sup>27</sup> La similitude avec les années 1890-1899 et la première Caisse d'émission est frappante, à ceci près que dans la récession, l'Argentine des années 1990 a manqué d'un Gesell capable de convaincre les élites au pouvoir d'opérer une réforme du régime de convertibilité permettant de maintenir une stabilité monétaire tout en assouplissant le régime d'émission du peso, comme le fut la réforme Gesell-Tornquist de 1899. A contrario on a vu le retour au pouvoir de Domingo Cavallo, l'initiateur de la Caisse d'émission de 1991-92. La création de la *lecop* fédérale en 2001 fut néanmoins une tentative de contourner la rigidité de la convertibilité par l'émission d'une seconde monnaie non convertible circulant à l'échelle nationale. Un projet identique a ressurgi brièvement début 2002 avec la proposition d'une monnaie fiscale nationale complémentaire au peso appelée *argentino* (Colliac 2005, p. 16). Mais il était trop tard pour enrayer la dynamique catastrophique de la crise.

une crise générale en décembre 2001 et que la convertibilité ait été abandonnée en janvier 2002, avec une forte dépréciation du peso. Par ailleurs, diverses sources (notamment Licari et al 2003, Douthwaite 2005) mentionnent également deux autres Provinces de Patagonie disposant de *cuasimonedas* en 2003, celles du Chubut (*petrobono*) et de la Tierra del Fuego (*letras*)<sup>28</sup>. On peut donc considérer que cette nouvelle vague comprend six Provinces au total (tableau 4).

A ce nombre, il faut ajouter la *lecop* - *letra de cancelacion de obligaciones provinciales* (figure 28), la monnaie inconvertible émise par l'Etat fédéral et injectée dans le circuit des transferts fiscaux entre l'Etat fédéral et les Provinces par l'intermédiaire de la Banque de la Nation Argentine - *Banco Nacion* – qui est la banque du Trésor Public.

---

<sup>28</sup> Bien qu'elles soient comptabilisées dans les montants de quasi-monnaies en circulation (cf. tableau 5), nous n'avons pas trouvé de traces numismatiques de ces deux monnaies. On peut par ailleurs mettre en doute la nature de quasi-monnaie des *letras* de Tierra del Fuego car, selon un journal du 4 septembre 2009 apparemment bien informé, « *Tierra del Fuego (...) no emitió bonos en 2001 porque su constitución provincial se lo imposibilita* » <https://www.cronista.com/impresageneral/Las-provincias-mas-y-menos-afectadas-20090904-0004.html> (consulté le 18 mars 2018). Les *letras* de tesoreria en question sont sans doute plutôt des IOUs « nominatifs et pouvant être endossés trois fois dont la première fois nécessairement en faveur de la Banque de la Province » (Ley 360, 23/05/1997, Poder Legislativo, Provincia de Tierra del Fuego).



Figure 24: Le *patacon* de Buenos Aires émis en 2001 (1 ère émission, 50 centavos)



Figure 25: Le *federal* de l'Entre Rios émis en 2001 (1 ère émission, 2 pesos)





Figure 26: Le *quebracho* du Chaco émis en 2001 (1 ère émission, 2 pesos)



Figure 27: Le *san luis* de San Luis émis en 2002 (coupures de 2 pesos)





Figure 28 : La *lecop* de la Nación Argentina émise en 2001 (coupures de 2 pesos)



Le tableau 4 montre qu'à l'exception de la *lecop* fédérale qui est du type monétaire du NOA, et du *san luis* qui lui aussi est monétaire, mais sans durée déterminée et d'un type tout à fait particulier (la seule vraie innovation de la période)<sup>29</sup>, les cinq autres nouvelles quasi-monnaies sont de type financier (porteurs d'intérêt à 4, 6, 7 ou 8%). Trois suivent le modèle zéro-coupon du *cecacor* (le *patacon* de Buenos Aires et le *federal* d'Entre Rios) ou du *cedern* (le *petrobono* du Chubut), tandis que le *quebracho* du Chaco suit le modèle à coupons du *cecor*. Quant à la *letra* de Tierra del Fuego, c'est sans doute un titre financier, mais il reste à en déterminer le statut exact.

**Tableau 4 : Quatrième vague d'émissions de monnaies fiscales, 2001-2003 : 6 nouvelles provinces et Banco Nacion.**

<sup>29</sup> Cf. [http://www.saij.gob.ar/legislacion/ley-san\\_luis-5338-autorizase\\_al\\_poder\\_ejecutivo.htm](http://www.saij.gob.ar/legislacion/ley-san_luis-5338-autorizase_al_poder_ejecutivo.htm)

Province <i>dénomination</i>	Périodes d'émission	Coupages	Taux intérêt	Ancrage	Validité
IV.1a/Buenos Aires <i>letra de tesoreria</i> « <i>patacon</i> »	2001-2002 <i>patacon A</i> 2002-2006 <i>patacon B</i>	0.5-1-2-5-10- 20-50-100 pesos	7% annuel 35% sur 5 ans	Impôts provinciaux et fédéraux	2 émissions 1 an  5 ans intérêts payés à terme
IV.1b/Entre Rios <i>letra de tesoreria</i> « <i>federal</i> »	2001-2003  2001-2003 2002-2004 2002-2005	2, 5, 10, 20, 50, 100 pesos séries A, B,C série D1 série D2	4% annuel	impôts provinciaux caisse de conversion	5 émissions  2 ans 30 mois 40 mois intérêts payés à terme
IV.1c/Chaco <i>certificado de</i> <i>cancelacion</i> « <i>quebracho</i> »	2001-2003	1, 2, 5, 10, 20, 50,100 pesos	8% annuel	Transferts de coparticipation fédérale	trois émissions dix huit mois (intérêt payé au bout d'un an et à terme)
IV.4/Tierra del Fuego <i>letras</i>	2002-2003	?	?	?	?
IV.5/Chubut <i>petrobono</i>	2002-2003	?	?	Fonds de garantie alimenté par % recettes pétrolières	?
IV.6/San Luis <i>san luis</i>	2002	2, 5, 10 et 50	0%	Valeur indexée sur une combinaison linéaire à égalité (20%) de 5 monnaies : dollar, euro, real brésilien, peso chilien et peso argentin Fonds de garantie 100% en actifs financiers liquides en dollars et euros	Titre convertible un <i>san luis</i> valait un <i>peso</i> argentin à son émission  1 émission
<b>IV. 7/Banco de la Nacion Argentina.</b> Fond fiduciaire pour le développement provincial « <i>lecop</i> »	2001-2003	2, 5, 10, 20, 50 pesos	0%	Transferts de coparticipation fédérale. Impôts provinciaux et fédéraux	5 ans, une émission (2001-2006) (?)

Sources identiques à celle du tableau 1

Par ailleurs, la plupart des Provinces des deux vagues précédentes ont continué ou repris leurs émissions dans cette période, ce qui porte à 16 ou 17 (sur un total de 23 ou 24) le nombre de Provinces monétairement actives, soit 70-75% des Provinces, selon que l'on comptabilise Jujuy<sup>30</sup> ou pas et qu'on inclut ou pas le District fédéral constitué par la Ville de Buenos Aires dans le total<sup>31</sup>.

<sup>30</sup> La Province de Jujuy n'a pas émis de monnaie propre pendant cette dernière période, mais elle a utilisé les *patacones* (série A) émis par la Province de Buenos Aires et avec lesquels, contrairement aux autres monnaies provinciales et comme la *lecop* fédérale, il était possible de s'affranchir des impôts fédéraux. Notons également



Cette accumulation d'émissions va s'avérer très puissante et en rapport avec l'approfondissement de la pénurie monétaire que la crise provoque (figure 33). Dès 2001, alors que l'offre de monnaie en pesos a chuté de plus d'un quart à cause de la fuite des capitaux, les monnaies provinciales (y-compris la *lecop*) compensent les trois quarts de cette chute (Douthwaite 2005, p. 21). Et en 2002 le montant total des quasi-monnaies dépasse 50% du total de la base monétaire<sup>32</sup> dans laquelle la banque centrale s'est résolue à les inclure en inventant le concept de « base monétaire élargie » (BCRA 2002, p. 39).

Cette importance prise par les quasi-monnaies, même si près de 40% de leur montant total est émis (en *lecop*) par l'Etat fédéral lui-même, le fait que certaines (le *cecacor* et le *federal*) parmi les plus grosses émissions aient été mal administrées et émises sans discernement, conduisent le gouvernement fédéral, une fois la dé-dollarisation rendue inéluctable, à chercher à sortir de cette situation ; il y est d'ailleurs fermement incité par le FMI qui conditionne toute renégociation de la dette à son égard à une « remise en ordre » des finances provinciales, dit autrement au retrait des monnaies fiscales provinciales de la circulation via leur « rachat » par l'Etat fédéral. Dans le cadre d'un « programme d'unification monétaire » négocié avec les Provinces, ce rachat sera finalisé fin 2003 via un processus d'enchères qui n'a, le tableau 5 le montre, qu'approximativement confirmé les valeurs de marché avancées antérieurement des différentes monnaies<sup>33</sup>.

---

que la monnaie de San Luis qui n'est pas libellée en pesos et est sa propre unité de paiement n'apparaît pas dans les comptabilisations en pesos par la Banque centrale de la masse monétaire d'origine provinciale.

<sup>31</sup> À ces monnaies provinciales, on pourrait encore ajouter les émissions de plusieurs municipalités dont notamment celle de Frias dans la province de Santiago del Estero et quatre villes dans la province de Cordoba.

<sup>32</sup> « *Partiendo de una proporción del 5,405% de los bonos provinciales en la circulación total para septiembre de 2001, dicha proporción llega a su máximo en septiembre de 2002, con un 51,32%.* » (DNCFP 2003, p. 9)

<sup>33</sup> Une recherche en cours montre que, dans la crise de la convertibilité, le jeu des taux de change internes de marché entre monnaies était très complexe : par exemple, à Tucuman, le taux de change du *bocade* en *lecop* était supérieur à celui du *bocade* en *peso*, mais la différence entre les deux taux ne correspond pas au taux de dépréciation de la *lecop* vis-à-vis du *peso*. Quand bien même la *lecop* circulait dans tout l'espace national à la parité avec le peso, le *bocade* était beaucoup moins déprécié vis-à-vis d'elle que du *peso*.

Figure 29: Le *titulo publico* de Catamarca émis en 2001 (série C, coupure de 1 peso)



Figure 30: La *lecor* de Cordoba émis en 2001 (série B, coupure de 5 pesos)





Figure 31 : Le *bocade* de Tucuman émis en 2001 (série E, coupure de 5 pesos)



Figure 32 : Le *petrom* de Mendoza émis en 2002 (série A, coupure de 5 pesos)

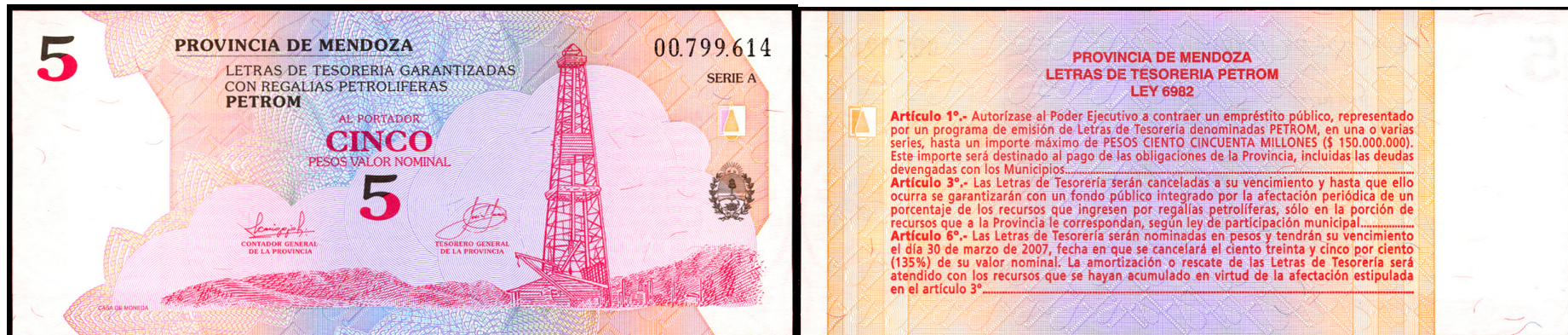
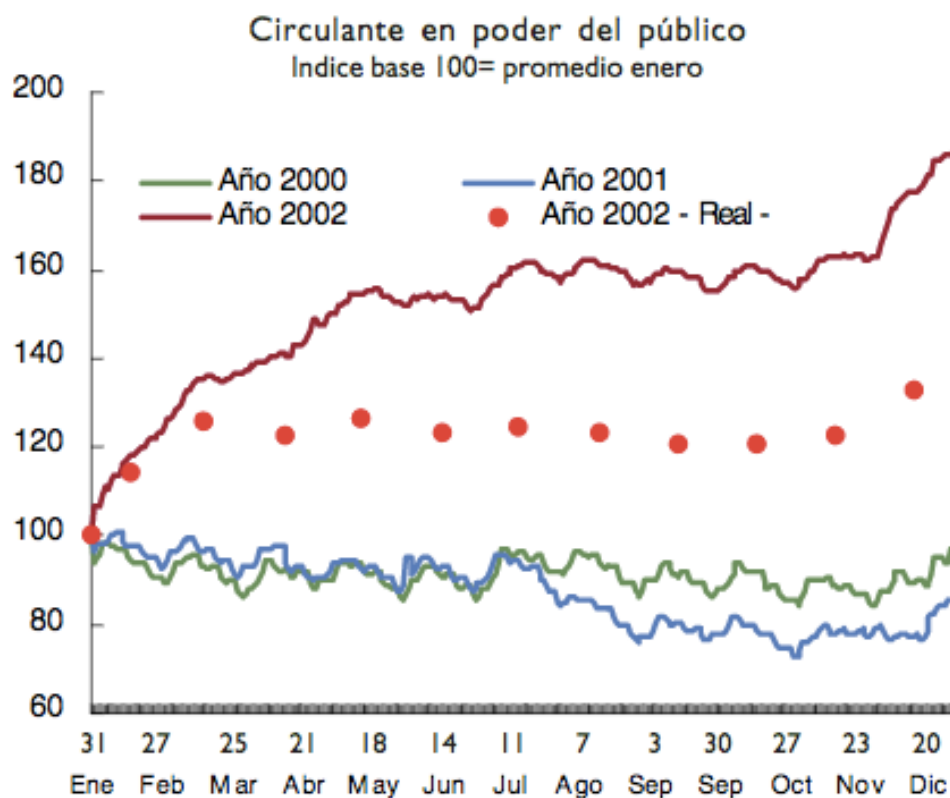


Figure 33 : Monnaie circulante dans les mains du public 2000-2002



Source : BCRA, *Informe al Congreso 2002*, p.24, <http://www.bcra.gov.ar/Pdfs/PublicacionesEstadisticas/inf2002.pdf>

Ce programme n'a concerné en fait que neuf monnaies provinciales (incluant *de jure* la *lecop* fédérale)<sup>34</sup> dont trois, la *lecop*, le *patacon* et le *publico* de Catamarca, n'ont pas été soumises à la procédure d'évaluation par adjudication mais échangées à la parité<sup>35</sup>. Six monnaies seulement ont donc été soumises à cette procédure. En ce qui concerne les sept autres provinces, deux d'entre elles, Mendoza<sup>36</sup> et La Rioja, ont décidé de ne pas participer au Programme, en s'affirmant capables de retirer leurs monnaies de la circulation par leur propres moyens (DNCFP 2003, p. 18). Pour les cinq autres, c'était sans doute déjà fait, mais cela reste à vérifier. Deux d'entre elles sont des provinces pétrolières dont on peut penser que leurs *petrobonos* étaient des titres identiques au *petrom* de Mendoza et donc garantis par des recettes pétrolières. Les trois autres - le *huarpe* de San Juan, le *cemis* de Misiones et la *letra*

<sup>34</sup> Incluant *de jure* la *lecop* fédérale. A vrai dire, l'échange de *lecop* en *peso* qui s'est fait à la parité, a constitué plutôt une opération interne à l'ordre fédéral de gouvernement.

<sup>35</sup> Contrairement à ce qui est affirmé notamment encore en 2015, par Roberto Lavagna, ministre de l'économie argentine entre 2002 et 2005 et responsable de la renégociation de la dette du pays : « La recuperación económica permitió que entre 2002 y 2003 el Estado argentino absorbiera por completo las cuasimonedas. "Las rescatamos a su valor de mercado. Algunas no valían más de 50 centavos", remacha Lavagna ». cité in Natalia Chientaroli, *La cuasimoneda, una receta argentina para la crisis griega*, juillet 2015, <https://www.eldiario.es/economia/cuasimoneda-receta-argentina-isis-griega-0-407009837.html>

<sup>36</sup> « La Provincia de Mendoza ha encarado en forma individual el rescate de su propia cuasimoneda, instrumentado a través de un Fideicomiso con afectación de regalías hidrocarburíferas. » (DNCFP 2003, p. 18).



de Tierra del Fuego - sont des cas un peu mystérieux vu qu'on n'en a pas de traces numismatiques et qu'on peut même douter de leur réalité ou de leur caractère de quasi-monnaie.

**Tableau 5 : Montants nominaux des monnaies provinciales (août 2002 et mars 2003, en millions de pesos), parités, degrés d'acceptation (mars 2003) et prix de rachat en peso dans le Programme d'unification monétaire (PUM)**

Province <b>PUM</b>	Appellation	Montant août 2002	Montant mars 2003	Parité <sup>o</sup> mars 2003	Acceptation* mars 2003	PUM taux de change en peso (%)
<b>Nación</b>	<b>Lecop</b>	<b>3.225</b>	<b>3.300</b>	<b>0,98/0,99</b>	100%	<b>100</b>
Buenos Aires	<i>Patacón</i>	3.306	2.549	0,98/0,99 (0,98)	100%	<b>100</b>
Catamarca	<i>Publico</i>	45	48	0,96/0,97 (0,99)	100%	<b>100</b>
Córdoba	<i>Lecor</i>	700	586	0,93/0,97 (0,955)	100%	<b>95,50</b>
Tucumán	<i>Bocade</i>	168	169	0,89/0,94 (0,85)	85/90%	<b>91,00</b>
Chaco	<i>Quebracho</i>	50	50	0,83/0,88 (0,85)	d/m	<b>87,00</b>
Formosa	<i>Boncanfor</i>	50	50	0,80/0,85 (0,70)	70%	<b>85,00</b>
Entre Ríos	<i>Federal</i>	348	260	0,70/0,75 (0,72)	60/70%	<b>75,00</b>
Corrientes	<i>Cecacor</i>	200	200	0,45/0,52 (0,52)	<50%	<b>75,00</b>
<b>Hors PUM</b>						
Mendoza	<i>Petrom</i>	138	74	0,90/0,95	100%	-
Chubut	<i>Petrobono</i>	20	?	?		-
Río Negro	<i>Petrobono</i>	20	?	?		-
La Rioja	<i>Bocade (Evita)</i>	5	10	d/m (1,00)	100%	-
Misiones	<i>Cemis</i>	130	?	?		-
San Juan	<i>Huarpe</i>	100	?	?		-
Tierra del Fuego	<i>Letras</i>	30	?	?		-
San Luis	<i>San luis</i>	(60)	?	?		-
Jujuy	<i>Patacon A</i>	(6)	?	?		-
<b>Total</b>		<b>8.535</b>	<b>7296</b>			

Sources: Licari *et alli* sans date, p. 2; Colliac 2005, p.13; BCRA [http://www.bcr.gov.ar/PublicacionesEstadisticas/Unificacion\\_monetaria.asp?bono](http://www.bcr.gov.ar/PublicacionesEstadisticas/Unificacion_monetaria.asp?bono)

<sup>o</sup> Entre parenthèses figure les parités selon Chelala 2014, tableau 2, p. 69, date d'évaluation non précisée.

\*Le pourcentage d'acceptation correspond à la proportion d'un bien que l'on peut payer avec la quasi-monnaie

Ainsi l'émission de *huarpe* aurait fait l'objet d'une loi, mais n'aurait jamais été effective (DNCFP 2003, p. 5)<sup>37</sup>. Quant au *cemis*, nous avons vu ci-dessus qu'il n'était pas une monnaie de petites dénominations et qu'il a dû plutôt être un instrument d'épargne (titres de 1000 et 5000 pesos à 10 ans rapportant 6% annuel) ; sa comptabilisation en tant que quasi-monnaie pourrait relever d'une erreur d'interprétation corrigée en 2003 lors de la préparation du programme d'unification monétaire<sup>38</sup>. Enfin la *letra* de Tierra del Fuego n'était sans doute pas non plus une quasi-monnaie fiscale puisque la constitution de cette province en interdisait l'émission. Reste le cas particulier du *san luis* qui, du fait de son indexation à un panier de devises et en tant qu'unité de compte propre, apparaît comme une forme de monnaie fiscale provinciale plus concurrente que complémentaire au peso. Il n'est d'ailleurs pas comptabilisé comme quasi-monnaie dans les publications officielles et académiques. Des recherches complémentaires dans les provinces sur ces divers cas s'imposent donc. En attendant, vu qu'il s'agit de cas relativement marginaux ou périphériques, on en fera ici abstraction.

Revenons alors au tableau 5 et aux « petites monnaies » que nous connaissons le mieux et qui sont aussi celles qui par leur taille, leur durée ou leurs formes idéal-typiques sont structurantes du phénomène ici sous revue. Ce tableau montre de façon synthétique, à travers le prix d'adjudication des diverses monnaies au moment de leur destruction par l'Etat fédéral, les différences de performance en termes de maintien de leur parité nominale entre les diverses monnaies. Le point de vue adopté est réducteur, car une véritable évaluation des performances comparées des quasi-monnaies par rapport à leurs objectifs ne saurait être seulement rapportée à un indicateur quantitatif, fut-il emblématique de leur crédibilité ; elle implique de tenir compte des histoires propres à chacune d'entre elles. Ainsi des monnaies créées uniquement comme monnaies de secours dans la crise comme le *patacon* et parfois à contrecœur comme le *federal*, ne sauraient être comparées sans précaution aux monnaies du NOA comme le *bocade* de Tucuman qui ont été des dispositifs permanents ayant accompagné des régimes monétaires différents et réussi à traverser de multiples crises, en dépit d'une grande précarité de leurs conditions de fonctionnement et de résilience. Une telle comparaison exige une analyse plus fine et qualitative que nous esquisserons dans la section suivante, sachant que pour la mener véritablement à bien, des monographies approfondies de chaque

---

<sup>37</sup> « La Provincia de San Juan autorizó al Poder Ejecutivo provincial a emitir Títulos de Cancelación de Obligaciones de la Provincia (llamados *Huarpe*) por un monto de hasta cien millones de pesos (\$100.000.000). El instrumento legal que faculta dicha emisión también detalla las condiciones de emisión y las características de utilización de los bonos. Sin embargo los *Huarpe* nunca se emitieron. » (ibid., p. 5) On a déjà évoqué un cas identique avec la *lecops* de Salta dont on a la trace numismatique.

<sup>38</sup> Entre août 2002 et mars 2003, 130 millions de pesos en *cemis* disparaissent en effet du recensement des quasi-monnaies.



expérience, ou pour le moins d'expériences idéal-typiques, sont nécessaires mais manquent cruellement.

En attendant voyons ce que nous dit déjà le tableau 5. Il nous dit que plusieurs classes de monnaies doivent être distinguées : celles qui ont réussi à maintenir leur parité à 100% et étaient de bonnes monnaies ; celles qui ont été des échecs flagrants selon ce critère et ont donc été de mauvaises monnaies ; et celles qui n'ont été ni des échecs, ni des succès complets. Dans la catégorie des succès, on trouve d'une part les monnaies rachetées à 100% de leur valeur nominale par l'Etat fédéral - le *patacon* et le *publico* de Catamarca -, d'autre part les monnaies des Provinces qui ont refusé l'aide fédérale et ont été retirées à leur valeur nominale par leurs créateurs : le *petrom* de Mendoza<sup>39</sup> - auquel on peut adjoindre supposément les autres *petrobonos* de Rio Negro et de Chubut, et le *bocade* « Evita » de La Rioja qui, selon le gouvernement de la Province, « n'était pas en fait une quasi-monnaie puisqu'il était convertible sur demande à sa valeur nominale sans délai de change » (DNCFP 2003, p. 18)<sup>40</sup>. La *Nacion* n'avait donc pas besoin de le racheter, sauf à en payer le vrai prix, sa valeur nominale, ce qui fit finalement indirectement l'Etat fédéral (ibid.)<sup>41</sup>.

Du côté des échecs, on peut en distinguer deux catégories : les échecs très sérieux du *cecacor* de Corrientes<sup>42</sup> et du *federal* d'Entre Rios, d'un côté, dont les émissions laxistes, allant de pair avec des conjonctures politiques internes aux provinces très conflictuelles, ont rendu impossible la construction de la confiance dans ces monnaies, ce qui s'est reflété dans leurs faibles taux d'acceptation et de change en pesos (Théret et Zanabria 2007)<sup>43</sup> ; les échecs du

---

<sup>39</sup> Lors d'un entretien en septembre 2011 à Mendoza avec Enrique Vaquie, ex-ministre de l'industrie de la Province de Mendoza qui avait été un acteur clef de l'institution du *petrom*, celui-ci nous a confirmé que son retrait de la circulation n'avait pas posé de problème et que le *petrom* avait été un dispositif qui avait atteint pleinement ses objectifs et n'avait pas souffert de dépréciation.

<sup>40</sup> C'est l'argument invoqué pour justifier le refus de la Province de rentrer dans le programme d'unification monétaire : « (...) la Provincia de La Rioja (...) no considera al Bono de Cancelación de Deuda provincial una cuasimoneda, de acuerdo a la definición técnica estricta (alegando que "el Bono de Cancelación de la Provincia de La Rioja es ... un instrumento de pago convertible a moneda de curso legal o Lecop, a su sola presentación y con el respaldo permanente del Tesoro Provincial en cuentas corrientes habilitadas especialmente a tal fin. Sus características difieren sustancialmente respecto de otros bonos provinciales, pues no existe plazo de conversión. Por lo tanto, difiere de lo que es una cuasimoneda y se aproxima más a la figura de un tenedor de cheque corriente a la vista (Bonos A) y cheque de pago diferido a treinta días (Bonos B)". » (ibid., p. 18)

<sup>41</sup> « No obstante, por medio de una addenda al Programa de Financiamiento Ordenado 2003, la provincia recibió \$30 millones que le permitieron llevar a cabo el rescate. » (ibid.)

<sup>42</sup> L'introduction du *cecacor*, on l'a déjà noté, fut une initiative fédérale, et on retrouve la main fédérale dans le « cadeau » qui a été fait aux détenteurs ultimes de *cecacor*, avec « l'adoption » d'un prix d'adjudication de 0.75, identique à celui du *federal*, alors que sa parité (0.50) et son acceptation (<50) était bien inférieure.

<sup>43</sup> L'Entre Rios et Corrientes sont les provinces où, d'une part, la proportion de la monnaie locale dans la circulation provinciale était la plus élevée - 47% et 61% du total de monnaie en circulation respectivement pour l'Entre Rios et Corrientes en mars 2003 (Colliac 2005, tableau 2, p. 14), d'autre part, le taux de change en peso était aussi le plus déprécié - autour de 70% et 50% respectivement (tableau 5). La corrélation entre excès de monnaie et dépréciation est ici claire, mais n'apparaît pas pour autant avoir de portée générale comme on peut l'observer pour les Provinces dont les monnaies représentaient entre 30 et 40% de la circulation provinciale. Ainsi, toujours selon Colliac 2005, le *publico* de Catamarca a-t-il pesé 36% dans le circulant de la province et

*quebracho* du Chaco et du *bocanfor* de Formosa, de l'autre, qui ont été plus modérés, mais sur lesquels nous ne pouvons rien dire faute de connaissances suffisantes sur ces provinces<sup>44</sup>, sauf qu'elles ont fait des choix très différents l'une de l'autre notamment en ce qui concerne le type de quasi-monnaie privilégié et le niveau des émissions (Colliac 2005).

Entre succès et échecs, dans l'entre deux, on trouve les deux Provinces de Cordoba avec la *lecor* et de Tucuman avec le *bocade*. Ces Provinces semblent avoir fait les frais du processus d'unification monétaire, car si on les compare aux autres Provinces participant au PUM, il ressort que les niveaux des prix d'adjudication de leurs monnaies les tirent vers le bas en accentuant en outre sensiblement les écarts de parités entre elles. Ainsi on peut se demander pourquoi Cordoba n'a pas comme Catamarca bénéficié dans le PUM d'un rachat de ses *lecores* à leur valeur nominale<sup>45</sup>. Il est vrai en revanche que la « performance » du *bocade* de Tucuman en 2013, même si elle s'était nettement améliorée depuis la sérieuse crise de convertibilité qu'avait connue la Province dans les premiers mois de 2002, n'était pas revenu à son niveau quasi-structurel d'avant novembre 2001, soit un coût de conversion en peso de l'ordre de 4 % (il s'agit en fait d'un coût de transaction « normal » pour une monnaie non librement convertible et non porteuse d'intérêt) ; après un pic de 14% en mai 2002, ce coût est effectivement revenu à un niveau de l'ordre de 5-6 % en janvier 2003 (Théret 2018a, figure 9). Envisagé dans cette dynamique, le prix d'adjudication de 0.91 semble donc ne pas être un juste prix reflétant l'état de santé réel du *bocade* ; il le rapproche trop du *quebracho* en l'éloignant trop de la *lecor*.<sup>46</sup>

En fait, si les performances en matière de change en *peso* sur le marché de la *lecor* et du *bocade* n'ont pas été aussi bonnes que celles du *patacon*, c'est parce qu'elles ne pouvaient pas l'être vu l'échelle strictement provinciale de leurs circulations ; elles supportaient

---

n'a pas pour autant subi de véritable décôte de sa valeur nominale (0,97), tandis que le *quebracho* du Chaco, avec un poids de 16%, en a subi une plus élevée (0,88) ; de même le *bocanfor* de Formosa avec un poids de 34% proche de celui de Catamarca s'est déprécié de 15-20 %. Pour les monnaies de Buenos Aires, Cordoba et Tucuman, leurs poids respectifs étaient de 33%, 30% et 32%, ce qui ne reflète pas non plus la hiérarchie observée des parités sur le marché.

<sup>44</sup> Voir cependant (Chelala 2014) qui compare le Chaco à Corrientes et met l'accent sur une distribution beaucoup plus forte de transferts fédéraux sous la forme de *lecops* au Chaco qui pourrait expliquer la faible émission de *quebracho* ; c'est le niveau très élevé de la dette provinciale du Chaco qui pourrait expliquer en revanche que malgré cela le *quebracho* a été déprécié sur le marché.

<sup>45</sup> La performance du *publico* de Catamarca racheté à la parité n'était que de 0.96/0.97, proche de celle de la *lecor*. La parité du *petrom* en mars 2003 n'était que de 0.90/0.95, soit une performance inférieure à celle de la *lecor* racheté à 0.955 et supérieure de seulement 1 centime à celle du *bocade* racheté 0,91.

<sup>46</sup> Cela dit, le *bocade*, compte tenu de son histoire particulière de quasi-monnaie la plus ancienne et la plus expérimentée, n'était pas une monnaie d'urgence comme le *patacon*, la *lecor* et le *quebracho*, et on peut considérer que son fonctionnement en régime a été effectivement déstabilisé par la crise de 2001-2002. On a montré par ailleurs que la réussite du *bocade* a résidé dans sa résilience et sa capacité à la fois à s'adapter à des environnements politiques et monétaires changeants, et à évoluer institutionnellement via un processus d'apprentissage (Théret 2018a). Son rétablissement en 2003 en était encore un signe. Toutefois le contexte politique avait changé et, pour l'Etat fédéral, il n'était plus question d'en relancer l'émission comme cela avait été le cas en 1992, mais au contraire de l'arrêter.



nécessairement un coût de transaction dans le change<sup>47</sup>. De même la différence d'appréciation entre la *lecor* et le *bocade* est normale étant donné la différence de nature des deux monnaies, la première étant un titre financier porteur d'intérêt (7%) et le second un simple billet monétaire. Leurs succès résident donc dans le fait qu'elles ont réussi à maintenir leurs dépréciations sur les marchés à peu près au niveau de leurs coûts respectifs de transaction, ce que ne reflètent qu'imparfaitement leurs prix d'adjudication. Ces décotes ne les ont pas empêchées de remplir leur agenda, dans lequel cette question du change sur le marché n'était pas centrale. D'autres études considèrent en effet qu'en s'appuyant sur les acteurs collectifs locaux et en mobilisant des dispositifs administratifs de conversion évolutifs (caisses de conversion) et régulateurs du niveau des émissions, les deux Provinces ont réussi à utiliser avec efficacité leurs monnaies fiscales, même si celles-ci ont pu connaître de problèmes de conversion occasionnels sur le marché notamment en 2002 (Théret et Zanabria 2007 ; Luzzi 2012 ; Théret 2018a).

Au total, le bilan global de ces expériences de monnaies fiscales complémentaires, contrairement à ce qui est le plus souvent retenu, est positif ; dans la crise de 2001-2002, elles ont bien rempli leurs fonctions, pour l'essentiel. Certes quatre d'entre elles ont connu dans cette dernière vague d'émissions des échecs significatifs, car elles n'ont pas su inspirer confiance. Mais peut-on monter en épingle ces échecs pour condamner en bloc l'ensemble des expériences ?<sup>48</sup> Peut-on soutenir que les défuntes quasi-monnaies étaient des innovations sans avenir qui se sont effondrées d'elles-mêmes et sont à remiser au magasin des oubliettes (de l'histoire) ? Manifestement non ! En effet, les quatre provinces qui n'ont pas été payés de succès ne représentaient que moins d'un quart des 17 émetteurs et leurs monnaies seulement 7,6% du montant total de circulant émis (calculé à partir du tableau 5). De l'autre côté du bilan, on vient de le voir, on trouve les 4 autres Provinces qui ont participé au PUM ainsi que toutes celles qui ont retiré leurs monnaies par leurs propres moyens à leurs valeurs nominales (Chelala 2014, p. 68).

Plus fondamentalement, la mise en perspective historique précédente montre qu'on ne saurait évaluer la valeur de ces expériences à la seule aune de leur efficacité dans la crise de 2001-

---

<sup>47</sup> Dans un pays qui connaissait une très forte crise de liquidité combinée à une forte inflation importée, un coût de change sur le marché de l'ordre de 5 % fixé à partir de transactions dictées par un besoin de liquidité immédiate, n'implique pas nécessairement une dévaluation réelle équivalente dans les échanges de biens et services.

<sup>48</sup> Comme le fait par exemple, selon le site sputniknews, l'économiste Nadin Argañaraz, directeur del Instituto Argentino de Análisis Fiscal, qui affirme « que este instrumento "ayudó a salir de la crisis" a Argentina, pero "no podemos tomarlo como una experiencia exitosa", porque en algunas provincias las cuasimonedas "no valían nada" », cité In *Las cuasimonedas, otra receta argentina para la crisis de Grecia*, 7 juillet 2015, <https://mundo.sputniknews.com/americalatina/201507071039051466/>

2002<sup>49</sup>. Ce n'est qu'un quart d'entre elles qui ont attendu cette crise pour voir le jour, comme l'a montré notre description de leur développement en vagues successives. En outre, le phénomène est diversifié, les expérimentations variées, il n'y a pas eu de modèle unique de monnaie de crédit fiscal, mais une pluralité. En effet, du fait que la confiance dans une monnaie, fut-elle de petites dénominations, tient à une multiplicité de facteurs et suppose un travail politique, il est clair que les facteurs qualitatifs peuvent être plus importants que les facteurs quantitatifs pour assurer la viabilité et la résilience de dispositifs toujours, pour une part, idiosyncratiques. Même si des convergences vers des modèles types ont eu lieu par mimétisme ou apprentissage, on a parlé d'un modèle régional dans le NOA, à cette échelle même de nombreuses différences subsistent entre les dispositifs.

Il convient donc maintenant d'examiner la caractéristique importante de ces expérimentations monétaires qu'est leur diversité. L'existence d'une pluralité de dispositifs pour arriver à un même but, en effet, non seulement permet des comparaisons en termes d'efficacité des dispositifs susceptibles d'intéresser les économistes, mais aussi conduit à s'interroger sur l'origine de cette diversité, ce qui cette fois intéresse l'historien et plus largement les sciences sociales.

### **3. Par-delà une finalité commune, une diversité des types de dispositifs expérimentés**

Vu le caractère local des quasi-monnaies, il est logique a priori d'associer leur variété à la diversité des situations politiques et économiques des Provinces émettrices. Certaines d'entre elles - Cordoba, l'Entre Rios, Tucuman - ont mobilisé des caisses de conversion pour maintenir leurs billets à parité, d'autres ne l'ont pas fait ; Buenos Aires, à la différence de toutes les autres Provinces, a bénéficié des bases d'imposition les plus larges qui soient - le *patacon* pouvant être utilisé pour payer les impôts fédéraux et donc circuler dans le circuit des transferts de péréquation, comme en témoigne le cas de Jujuy ; Mendoza, le Chubut et le Rio Negro ont pu utiliser des redevances pétrolières pour soutenir leurs monnaies et les retirer ; San Luis a choisi une stratégie totalement originale consistant à indexer sa monnaie sur un panier de devises. Nous avons aussi montré la particularité du type des monnaies du NOA – *bocade* et *publico* - émises dans la vague de *l'austral*.

---

<sup>49</sup> Ce qui conduit à réécrire l'histoire comme le fait par exemple, selon le même site, l'économiste Agustín D'Attellis, « profesor de la Universidad de Buenos Aires y especializado en macroeconomía y mercados financieros internacionales » pour qui « La primera fue la provincia de Buenos Aires, que en julio de 2001 no tenía efectivo para pagar los sueldos de los empleados públicos. Así nació el Patacón. Luego llegó el Lecop (...) Les seguirían otras 11 cuasimonedas que circularon durante años dentro del país. » <https://mundo.sputniknews.com/americalatina/201507071039051466/>

Pour saisir cette diversité, nous avons d'abord regroupé dans le tableau 6 l'ensemble des monnaies émises depuis 1890, et détaillées successivement dans les tableaux 1 à 4, selon une suite de types différenciés à la fois chronologiquement et à partir de trois critères : leurs appellations, le taux d'intérêt porté par les billets et leur durée de validité.

De ce tableau, il ressort une différenciation entre 8 types de billets, 2 pour la première période 1890-1933, et 6 pour la seconde période 1984-2003. Dans la première période, un type (1a) est constitué par les « billets » ou « lettres de trésorerie » émis de 1890 à 1922, et caractérisés par le fait qu'ils ne portent pas intérêt, ni de date limite de validité ; son dual est le type (1b) des « obligations de trésorerie » émises dans la période 1903-1933 et qui sont porteurs d'intérêt et ont une date de rédemption (laquelle ne figure pas nécessairement sur le billet qui peut renvoyer à une loi). Bien que ces deux types respectivement monétaire et financier se chevauchent dans les années 1903-1922, le passage de l'un à l'autre, la substitution des billets par des obligations, est un processus historique de financiarisation des émissions qui, avec les données actuelles, semble spécifique aux Provinces du NOA.

On retrouve ces Provinces à l'avant-garde de la deuxième période d'émission où va s'opérer dans un premier temps un processus inverse de monétarisation des monnaies fiscales. En effet, dans la vague de l'austral localisée exclusivement dans le NOA, apparaît le type « monétaire » du *bocade* - « bon d'effacement de dette » ou « titre public au porteur » - qui ne porte pas intérêt mais n'en a pas moins une date limite de validité. Ce type (2) va perdurer dans les vagues suivantes, mais sans y empêcher l'apparition de nouvelles formes de monnayage des billets fiscaux.

Ainsi dans la vague du peso convertible, on observe une différenciation forte des types de ces billets ; au type (2), s'ajoutent en 1995 les deux types « financiers » porteurs d'intérêt et à durée déterminée du *cecor* de Cordoba (avec paiement en coupons trimestriels) (type 3a) et du *petrom* de Mendoza ou du *cedern* de Rio Negro (zéro-coupon avec paiement à terme échu, et fonds de garantie) (type 3b), ainsi qu'un type « monétaire » (3c) à durée non déterminée, le *creft* de San Juan qui renoue avec le type (1a). En 1999, avec le *cecacor* de Corrientes, émerge un type financier (3d) proche du type (3b) de Mendoza mais qui s'en distingue par le fait qu'il n'est pas garanti par un fond de réserve spécifique.

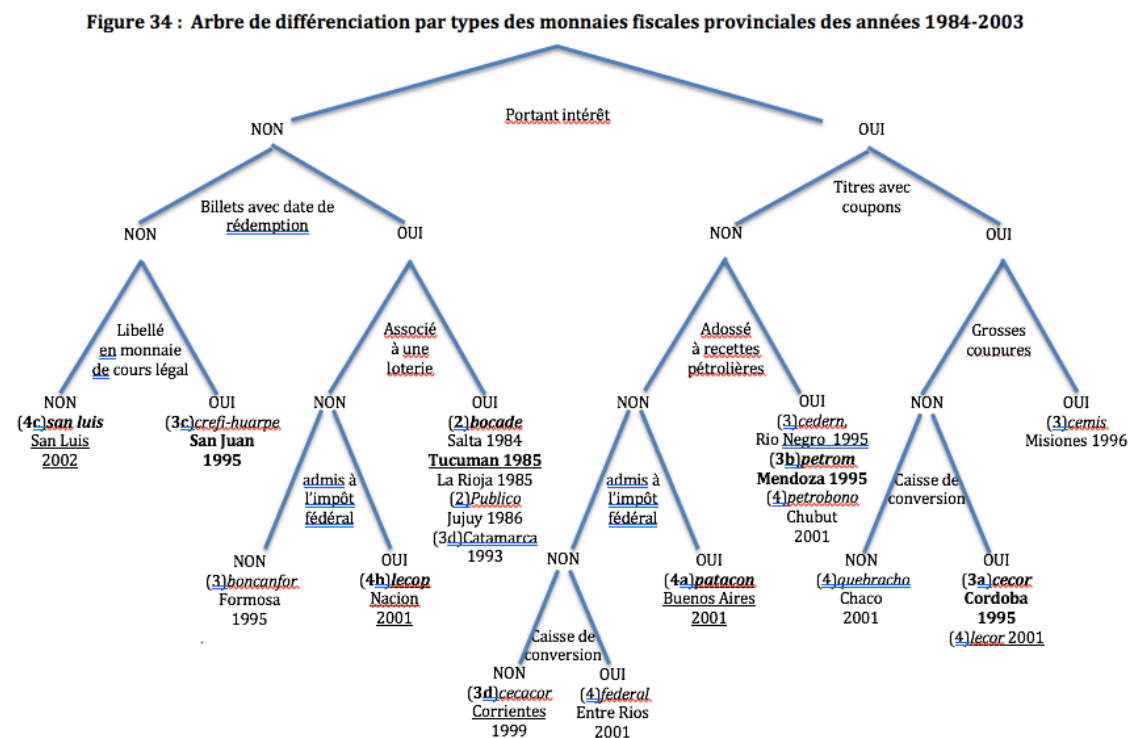


**Tableau 6 : Evolution des types de monnaies fiscales provinciales, 1890 à 2003**

Types	billete – letra Salta	Titulo de credito Jujuy	bocade – publico Tucuman	cecor-lecor Cordoba	petrom Mendoza	Crefi San Juan	patacon Buenos Aires	san luis San Luis
Période d'émission	1890-1922	1903-1933	1984-1991 1993-2003	1995-2002	1995-2002	1995	1999-2002	2002
appellation	Billetes ou letras de tesoreria, <i>obligaciones de la provincia</i>	<i>Obligaciones de tesoreria, titulos de credito interno, credito publico, bonos de fomento,</i>	Bonos de cancelacion de deuda / Titulos publicos al portador	Certificados de cancelacion de obligaciones	Letras de tesoreria garantizadas con regalias petroliferas petrobonos	Certificados de credito fiscal	Certificados de (ou Letras de tesoreria para) cancelacion de obligaciones	Titulo convertible al portador
Taux d'intérêt et durée de validité	0%  durée indéterminée	2, 4 ou 7 %  10 ans ou non spécifié (sur le billet)	0%  2, 2 1/2, 5 ou 12 ans	7, 8 ou 12%,  2, 3 et 4 ans, intérêts payés en 4 ou 8 coupons trimestriels avant terme	35 % payé à terme échu 6 ans	0%  durée indéterminée	4 ou 7 % payé en bloc à terme échu variable de 10 mois à 5 ans	0% et durée indéterminée valeur indexée sur un panier de 5 devises : dollar, euro, real, pesos chilien et argentin
Provinces concernées	(1a) Corrientes, Mendoza, Santa Fe, San Juan, Salta, Santiago del Estero	(1b) <i>Jujuy</i> , Salta, San Juan, Tucuman	(2) Salta, <i>Tucuman</i> , La Rioja, Jujuy, (3) Catamarca, Formosa, (4)Nacion	(3a) <i>Cordoba</i> , Misiones, (4) Chaco	(3b) <i>Mendoza</i> , Rio Negro, (4) Chubut	(3c) <i>San Juan</i>	(3d) Corrientes (4) <i>Buenos Aires</i> , Entre Rios	(4) <i>San Luis</i>
illustrations	Figure 5	Figure 7	Figure 9	Figure 20	Figure 21	Figure 22	Figure 23	Figure 27

Avec la crise du peso convertible et le passage à un peso dé-dollarisé, la nouvelle vague d'entrants en 2001 va se répartir entre les différents types précédents : le *patacon* de Buenos Aires et le *federal* d'Entre Rios seront du type (3d) (Corrientes), tandis que le *quebracho* du Chaco opte pour le type (3a) (Cordoba), le *petrobono* du Chubut pour le type (3c) (Mendoza,) et la *Nacion* pour le type (2) (Tucuman). On pourrait considérer que le dernier entrant, San Luis, a opté pour le type (3c) (San Juan), puisque le *san luis* est un billet non porteur d'intérêt et sans date de rédemption, mais il est aussi d'une tout autre nature puisqu'il est sa propre unité de compte et n'est que partiellement référé au peso argentin. Aussi le considérera-t-on comme un type en soi (4).

**Figure 34 : Arbre de différenciation par types des monnaies fiscales provinciales des années 1984-2003<sup>50</sup>**



La figure 34, quant à elle, présente sous la forme d'une arborescence analytique et non plus d'une série historique la diversité de ces monnaies fiscales provinciales pour la période 1984-2003. Pour cela, outre les critères qui ont servi à nourrir le tableau 6 (taux d'intérêt ou non, date de rédemption ou non, coupons ou non), elle utilise des critères supplémentaires de

<sup>50</sup> Dans cet arbre ne sont pas prises en considération les *letras* émises par la Province de Tierra del Fuego dont les caractéristiques ne nous sont pas connues et dont la caractérisation en tant que monnaie fiscale de petites dénominations est douteuse.

différenciation tirés des études de cas que nous avons faites et destinés à introduire dans l'analyse le jeu des diverses formes institutionnelles mobilisées pour construire la confiance dans ces monnaies par leurs créateurs. On distingue ainsi les dispositifs qui, en raison de leur caractère plutôt monétaire ou plutôt financier, se sont adossés soit à une loterie, soit à des ressources pétrolières, soit à une indexation sur un panier de devises, soit à l'émission de grosses coupures, soit à l'impôt fédéral ou encore à un dispositif administratif du type Caisse de conversion.

Un premier effet heuristique de cette représentation sous forme d'arborescence est d'étendre à la vague du peso dé-dollarisé la différenciation précédente en types de dispositifs: en effet, du fait de leur adossement commun à l'ensemble des impôts et non pas seulement aux seuls impôts provinciaux ou fédéraux, les types du *patacon* (4a) et de la *lecor* (4b) doivent être distingués des types (3d) et (2) respectivement<sup>51</sup>; de même, l'existence ou non d'une caisse de conversion pour assurer la parité des quasi-monnaies avec le cours légal permet de différencier le *quebracho* du type (3a), i.e. de la *lecor*, ainsi que le *federal* du type (3d), i.e. le *cecacor*<sup>52</sup>.

Un second effet concerne l'analyse des conditions de succès ou d'échec des diverses expériences : dès que la différenciation analytique est poussée assez loin, à partir des critères choisis, pour aboutir à des cas particuliers, le graphe exhibe une sorte de genèse logique comparative de chacun de ces cas qui permet de circonscrire de possibles facteurs clés de leur succès ou échec. Ainsi par exemple, l'existence d'une caisse de conversion dans l'Entre Rios - et non à Corrientes -, ou à Cordoba – et non au Chaco-, est un élément d'explication possible de la moins mauvaise performance du *federal* par rapport au *cecacor*, ainsi que de l'échec du *quebracho* comparé à la réussite de la *lecor*, alors que dans le tableau 6 chacun de ces couples de monnaies relève d'un même type. De même, l'échec du *federal* comparé au succès du *patacon* apparaît imputable à sa base fiscale trop étroite et à l'échec des négociations entre le gouvernement d'Entre Rios et le gouvernement fédéral pour faire admettre le *federal* en paiement des impôts fédéraux (Théret et Zanabria 2007, p. 39).

En examinant le graphe, on est aussi conduit à se demander si la Province de Buenos Aires aurait pu réussir à maintenir la parité du *patacon* sans cet appui fédéral, compte tenu de la faiblesse intrinsèque de son dispositif de base, à savoir des titres zéro-coupon sans fond de garantie et émis par une Province qui, compte tenu de ses émissions massives en termes absolus et relatifs, était considérée par certains experts, sur la base d'une batterie d'indicateurs

---

<sup>51</sup> Ce qui conduit à considérer le *san luis* comme type (4c) dans le graphique.

<sup>52</sup> Cela pourrait permettre aussi peut-être de différencier certaines quasi-monnaies du NOA du type (2) du *bocade* de Tucuman pour lequel un tel dispositif a été crucial. Mais nous manquons d'informations sur ce point concernant ces autres quasi-monnaies, faute de recherches détaillées sur leurs dispositifs.



économiques et financiers, à égalité avec l'Entre Rios et juste derrière Corrientes dans la hiérarchie des provinces les moins capables de soutenir sa monnaie (Licari et alii s.d.).<sup>53</sup>

Un raisonnement similaire en termes d'incomplétude institutionnelle pourrait être tenu pour expliquer partiellement les échecs du *quebracho* et du *boncanfor*, sans préjuger pour autant du jeu d'autres facteurs économiques et politiques dans ces échecs, notamment pour ce qui concerne la construction de la confiance nécessaire à la réussite des expériences, réussite dont le critère essentiel est l'acceptation par la population de la monnaie fiscale dans la circulation quotidienne, plutôt que le taux de change sur le marché monétaire local qui n'en est qu'une représentation très partielle.

Un troisième effet heuristique de la représentation en arborescence apparaît quand on la compare au tableau 6. Elle conduit en effet à remettre en cause ou plutôt à dépasser la notion de type de monnaie telle qu'on l'a utilisé dans ce tableau. L'étude du graphe suggère de passer de cette notion purement empirique à celle de type idéal, en considérant qu'un idéal-type est le type qui a réussi à s'inscrire dans la durée, à se reproduire dans le temps mais aussi dans l'espace, à représenter toute une classe de phénomènes similaires mais indépendants les uns des autres. Ainsi l'idéal-type<sup>54</sup>, en tant que structure viable, se différencie du type simplement empirique par une cohérence institutionnelle que n'a pas nécessairement ce dernier.

Au vu de l'arborescence proposée, en faisant abstraction des types qui, du fait de leur marginalité (cas du *crefi-huarpe* et du *san luis*) et/ou de leur extériorité à l'espace provincial (cas de la *lecop*), ne peuvent postuler au statut d'idéal-type, tel que nous venons de le définir, de « monnaie fiscale provinciale complémentaire », on peut discerner trois idéaux-types de ces monnaies : l'idéal-type monétaire du *bocade* exemplifié par le cas de Tucuman, l'idéal-type financier du *cecor-lecor* exemplifié par le cas de Cordoba, et l'idéal-type financier du *petrom* exemplifié par le cas de Mendoza. Ce à quoi il convient d'ajouter l'idéal-type hybride - provincial-fédéral - du *patacon* exemplifié par le cas de Buenos Aires et dont l'exemplarité, malgré son unicité, conduit à y voir un modèle reproductible.

Le *patacon* est en effet unique en son genre dans le contexte argentin, mais il n'est pas marginal et son extériorité n'est pas du même ordre que celle de la *lecop*, elle est seulement partielle. Il est une dérivation du type « financier zéro-coupon » de monnaie provinciale qui introduit dans ce dispositif une dynamique fédérale exogène, tout comme le fait réciproquement la dérivation « *lecop* » du type « monétaire » qui introduit une dynamique

---

<sup>53</sup> « Los cuatro índices de Capacidad de Rescate posicionan a Corrientes, Buenos Aires y Entre Ríos en la peor situación » (Licari et alii s.d., p. 5)

<sup>54</sup> Mais on pourrait aussi parler de « formule » au sens de John R. Commons dans son *Institutional Economics*, 1990 [1934], New Brunswick (NJ), vol. 1, p. 97.

provinciale exogène dans la monnaie fédérale. Mais la hiérarchie des déterminants provinciaux et fédéraux dans leurs fonctionnements respectifs est inverse : le *patacon* est d'abord une monnaie provinciale tandis que la *lecop* est avant tout une monnaie fédérale.

Cette pluralité des « idéaux-types » de quasi-monnaies provinciales exprime que, comme cela ressortait déjà du tableau 5, les objectifs poursuivis à travers l'institution de ces monnaies peuvent l'être avec succès avec divers types d'instruments plus ou moins ou pas du tout financiarisés, lesquels dans chaque cas reflètent un contexte local ou régional et impliquent en retour des institutions financières particulières.

Elle montre également que les émissions provinciales de monnaies fiscales en Argentine sont un fait social pluriel, riche en innovations institutionnelles et qui ne se réduit ni à l'apparition-disparition du *patacon* entre 2001 et 2003, ni à une réponse à une situation d'urgence dans un contexte de crise monétaire aiguë. Le *patacon* lui-même est le fruit de l'histoire longue d'expérimentations monétaires variées, il s'inscrit dans leur filiation. Mais il ne résume pas toute l'histoire des billets de petites dénominations en Argentine, il ne résume au mieux que la seule histoire de Buenos Aires. Dans les autres provinces, c'est une autre histoire politique et monétaire qui nourrit l'imaginaire des entrepreneurs politiques qui ont créé les monnaies fiscales locales. Mais ces histoires sont aussi celles de leur interdépendance dans le cadre d'une République fédérale, ce qu'illustrent les filiations entre les diverses vagues d'émissions que nous avons pu discerner. Et ces vagues qui se sont enchaînées montrent plus généralement la portée potentielle de cette forme de monnaie, à la fois fiscale, locale, et complémentaire, pour répondre à l'incomplétude structurelle d'un système fédéral toujours soumis à l'hégémonie de sa plus peuplée et riche province.

## **Conclusion**

L'émission de papier monnaie de petites dénominations par des pouvoirs provinciaux, destinée à compléter la monnaie nationale de cours légal qui porte l'unité de compte dans laquelle les billets provinciaux sont libellés et maintenus à parité, n'est pas un phénomène exclusivement argentin. Elle s'est néanmoins particulièrement développée dans ce pays et ce, jusqu'à récemment. Nous avons tenté dans cet article de présenter dans leur diversité et leur historicité l'ensemble de ces émissions avec le souci principal de les sortir de l'oubli et de montrer leur importance non seulement dans les conjonctures de crise de pénurie monétaire aiguë, mais aussi, plus structurellement, dans la quotidienneté de certaines régions du pays éloignées physiquement et symboliquement de son centre, i.e. du lieu où s'élabore la politique

monétaire sur la base de référents macroéconomiques qui conçoivent l'agent représentatif argentin sur le modèle du *porteño* moyen et font fi des inégalités entre les régions du pays. Après avoir décrit les diverses vagues d'émissions et montré la continuité du phénomène entre les années 1984 et 2003, après avoir constaté la diversité des formes prises par les ainsi nommées « quasi-monnaies », nous avons tenté d'abord de les classer en tenant compte de leurs succès ou échecs et des divers régimes de leur monnayage, puis d'idéal-typifier certaines d'entre elles qui, à l'épreuve de l'histoire et d'une analyse logique, paraissent susceptibles de constituer des dispositifs monétaires viables, efficaces, et pourquoi pas permanents, pour atteindre leurs objectifs. Pour construire ces idéaux-types, nous avons tenté de passer d'une mise en archive historique (malheureusement incomplète) à une genèse logique passant par la mise en arborescence des diverses monnaies observées, ce qui permet de les situer non plus dans un classement, mais dans un ordre monétaire pluriel où des dispositifs proprement monétaires cohabitent avec des dispositifs financiers qui sont eux-mêmes plus ou moins monétarisés. Par les rapprochements et les mises à distance qu'elle opère, par le mode empirique de traçage qu'elle propose d'enchaînements de choix institutionnels qui mènent les dispositifs au succès ou à l'échec, cette mise en arborescence semble s'avérer être un outil d'analyse comparative intéressant pour cerner divers idéaux-types de dispositifs qui, quoique différents, peuvent mener avec succès à des résultats similaires.

## Bibliographie

- Argañaraz, N., Capello M., Garzon J. (2003), « Cuasi-monedas provinciales : un analisis de su existencia y actual rescate », *Documentos de trabajo del IERAL, Fundação Mediteranea*, 4, Junio, Cordoba.
- Beard C. A. (1921). *An economic interpretation of the constitution of the United States*. New York [1913].
- BCRA [Banco Central de la Republica Argentina] (2002). *Boletin monetario y financiero. Edicion anual*, Buenos Aires.
- BCRA [Banco Central de la Republica Argentina] (2003), *Informe monetario mensual*, Febrero, Buenos Aires.
- Bordo, M., Vegh V. (2002). « What if Alexander Hamilton had been Argentinian ? A comparison of the early monetary experiences of Argentina and the United States », *Journal of Monetary Economics*, 49(3), p. 459–494.
- California State Controller's Office (2009), « Frequently Asked Questions about Registered Warrants (IOUs) Issued by the State in 2009 », august 31. <http://www.sco.ca.gov/index.html>
- Chelala S. (2003), « La utilizacion de terceras monedas. El caso argentino », April 9. [www.nodo50.org/cubasigloXXI/congreso/chelala\\_10abr03.pdf](http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/congreso/chelala_10abr03.pdf)
- Chelala S. (2014), « Aspectos fiscales de la emisión provincial de cuasimonedas en el noreste de la Argentina », s, julio-diciembre, 29, p. 55-74.



- Cirnigliaro R. (2004), *Tucuman – Argentina. El festin de los caranchos*, San Miguel de Tucuman.
- Colantonio E. (2010), *Bonos de emergencia de Argentina. 1985-2002*. Buenos Aires.
- Colliac S. (2005), « Monnaies parallèles provinciales et fédéralisme budgétaire en Argentine », *Revue d'économie financière*, 81(4), p. 251-269.
- Del Rey E. C., Orive G. A. (1986). « Los bonos de cancelacion de deudas de la provincia de Salta. » dans L. Di Marco (dir.), *Finanzas Publicas y Desarrollo Regional – Ensayos en Honor de Horacio N. Miñana*, Cordoba [1989].
- DNCFP [Direccion Nacional de Coordination Fiscal con las Provincias] – Grupo Deuda (2003), *Cuasimonedas*. Ministerio de Economia y Finanzas, Buenos Aires.
- Douthwaite R. (2005), « Why Europe needs regional currencies », *Report to the Club of Vienna*, march, [www.feasta.org/documents/.../Austria\\_intro\\_cut.pdf](http://www.feasta.org/documents/.../Austria_intro_cut.pdf)
- Elvins S. (2010), “Scrip, stores, and cash-strapped cities”, *Journal of Historical Research in Marketing*, 2(1), p. 86-107.
- Feinig J. (2015), *Money and its publics: public involvement in American monetary policy from 1690 to 1936*, Ph. D. in Sociology, Graduate School of Binghamton University, State University of New York.
- Feliz M. (2004), « Teoria y practica de la pluralidad monetaria. Algunos elementos para el analisis de la experiencia argentina reciente », *Economia, Teoria y Practica*, 21, p. 107-133.
- Fenoglio J. (2010), *Billetes y Monedas de Argentina*, [www.numisma.org](http://www.numisma.org)
- Ferguson E. J. (1956), « Currency Finance : An Interpretation of Colonial Monetary Practices », *The William and Mary Quaterly*, 10(2), p. 153-180.
- Ferguson E. J. (1969), “The Nationalists of 1781-1783 and the Economic Interpretation of the Constitution”, *The Journal of American History*, 56(2), p. 241-261.
- Ferguson, E. J. (1983), « Political Economy, Public Liberty, and the Formation of the Constitution », *The William and Mary Quaterly*, 40(3), p. 389-412.
- Garzón Maceda J. (2010), « La deuda pública de misiones: “Historia de un ilícito de lesa economía. Daño Patrimonial Generacional” ». *INFORME : Análisis de la Deuda Pública Provincia de Misiones (1983-2010)*, Comisión Especial Investigadora<sup>[1]</sup> de la Deuda Pública. Misiones, Camara de Representantes de la Provincia.
- Gatch L. (2012), « Tax anticipation Scrip as a Form of Local Currency in the USA during the 1930s », *International Journal of Community Currency Research*, 16, p. 22-35.
- Gesell S. 1898, « Una inquisition en la naturaleza y las causas de la actual depresion economica », *La razon economica del desacuerdo Chileno-Argentino*, Buenos Aires, p. 9-73.
- Gibson, E., Falleti T. (2004), « Unity by the Stick : Regional Conflict and the Origins of Argentinian Federalism », dans E. Gibson (dir.), *Federalism and democracy in Latin America*, Baltimore, p. 226-254.
- Greco T. H. Jr. (2001), *Money. Understanding and Creating Alternatives to Legal Tender*, White River.
- Grinfeld I. (1910), « Monetary Experiences of the Argentine Republic. » *Political Science Quarterly*, 25(1), p. 103-122.

Grubb F. (2003), « Creating the U.S. dollar Currency Union, 1748-1811: A quest for Monetary Stability or a Usurpation of State Sovereignty for Personal Gain? », *American Economic Review*, 93(5), p. 1778-1798.

Grubb F. (2005), « The U.S. Constitution and Monetary Powers: an analysis of the 1787 Constitutional Convention and How a Constitutional Transformation of the Nation's Monetary system Emerged », *N.B.E.R. Working Paper 11783*, <http://www.nber.org/papers/w11783.pdf>

Grubb F. (2012), « Is Paper Money Just Paper Money? Experimentation and Local Variation in the Fiat Paper Monies Issued by the Colonial Governments of British North America, 1690-1775 », *NBER Working Paper 17997*, <http://www.nber.org/papers/w17997.pdf>

Helleiner E. (2003), *The making of National Money. Territorial Currencies in Historical Perspective*, Ithaca.

Holton W. (2005), « Did Democracy Cause the Depression That Led to the Constitution? », *Journal of American History*, 92(2), p. 442-469.

IMF (2003), « Argentina: 2002 Article IV Consultation-Staff Report ; Staff Supplement ; Public Information Notice on the Executive Board Discussion ; And Statement by the Authorities of Argentina », *IMF Country Report 03/226*, Washington.

Irigoin M. A. (2000), "Inconvertible Paper Money, Inflation and Economic Performance in Early Nineteenth Century Argentina", *Journal of Latin American Studies*, 32, p. 333-359.

Kuroda A. (2008a), "What is the complementarity among monies? An introductory note", *Financial History Review*, 15(1), p. 7-15.

Kuroda A. (2008b), "Concurrent but non-integrable currency circuits: complementary relationships among monies in modern China and other regions", *Financial History Review*, 15(1), p. 17-36.

Lester R. A. (1970), *Monetary Experiments. Early American and Recent Scandinavian*, New York [1939].

Licari, J. M., Calgagno J. C., Oviedo J. M., Pellegrini S. (sans date), « Cuasimonedas provinciales. Medición absoluta y comparada », *Documento del Observatorio de la Economía. Universidad Nacional de Córdoba*, Córdoba.

Louge C. F. (2015), *Keynes & Gesell ¿Nuevo paradigma ? El orden economico natural y breve historia monetaria argentina*, Buenos Aires.

Olivera J. (1992), « Banca central, federalismo economico y constitucion monetaria », *Nuevas Respuestas, Revista de la Universidad Catolica de Santiago del Estero*, Junio, p. 7-17 [1991].

Oppenheimer A. (1985), « Cash-starved argentine provinces turning out their own money. » *The Charlotte Observer*, November 28.

Saiegh S., Tommasi M. (2000), « Le labyrinthe fiscal de l'Argentine et la théorie des coûts de transaction en politique », *Problèmes d'Amérique latine*, 37, p. 63-90.

- Sbatella J. A. (2004), « Crisis fiscal y rol de moneda. La experiencia argentina de la década de 1990. » dans R. Boyer, J. Neffa (dir.), *La economía argentina y su crisis (1976-2001) : visiones institucionalistas y regulacionistas*, Buenos Aires, p. 507-517.
- Schvarzer J., Finkelstein H. (2003), “Bonos, cuasi monedas y política económica”, *Realidad Económica*, 193, p. 79-95.
- Schweitzer M. (1989), « State-Issued Currency and the ratification of the U.S. Constitution », *Journal of Economic History*, 49(2), p. 311-322.
- Sgard J. (2007), “Hyperinflation et reconstruction de la monnaie nationale : une comparaison de l’Argentine et du Brésil (1990-2002)”, dans B. Théret (dir.), *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, Volume I, p. 461-487.
- Théret B. (2007), “La monnaie au prisme de ses crises d’hier et d’aujourd’hui”, dans B. Théret (dir.), *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, Volume I, p. 17-74.
- Théret B. (2008), « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, 59/4, p. 813-841.
- Théret, B. (2015), « La diversidad de los federalismos en América latina : Argentina, Brasil, Mexico. » dans I. Bizberg (dir.), *Variedades de Capitalismo en América. Los casos de Mexico, Brasil, Argentina y Chile*, Mexico, p. 147-281.
- Théret B. (2018a), « Birth, Life and Death of a Provincial Complementary Currency: Tucuman - Argentina (1984 – 2003) », dans G. Gomez (dir.), *Monetary Plurality in Local, Regional and Global Economies*, London (forthcoming).
- Théret B. (2018b), « Monetary federalism as a concept and its empirical underpinnings in Argentina’s monetary history », dans G. Gomez (dir.), *Monetary Plurality in Local, Regional and Global Economies*, London (forthcoming).
- Théret B., Zanabria M. (2007), « Sur la pluralité des monnaies publiques dans les fédérations. Une approche de ses conditions de viabilité à partir de l’expérience argentine récente », *Economie et Institutions*, 10-11, p. 9-65.
- Vitelli G. (1986), *Cuarenta años de inflacion en la Argentina : 1945-1985*, Buenos Aires.
- World Bank (1990), « Argentina. Provincial Government Finance Study, Latin America and the Caribbean Region. Country Department IV. » *Report 8176-AR*, 2 vol., Washington.
- World Bank (1996), « Argentina. Finanzas Provinciales: Temas sobre Federalismo Fiscal. » *Informe del Departamento I 15437*. Oficina Regional de America Latina y el Caribe, Washington.
- Zanabria M. (2007), « Les monnaies parallèles d’Etat, un mariage de convenance », in V. Hernandez, P. Ould Ahmed, J. Papail, P. Phélinas (dir.), *Turbulences monétaires et sociales. L’Argentine dans une perspective comparée*, Paris, p. 51-73.

#### Annexe : Carte de l’Argentine



